RÉPUBLIQUE DU TCHAD
******
UNITÉ – TRAVAIL – PROGRÈS
******
COUR SUPRÊME
******
CHAMBRE DES COMPTES
******



هورية تشاد
******
دة- ل ـقلم
******
كمة العليا
******
يون المحاسبة
******

RAPPORT DÉFINITIF SUR L'EXECUTION DE LOIS DE FINANCES EXERCICE 2015

DECLARATION GENERALE DE CONFORMITE

NOVEMBRE 2019

BP 5495 N'Djamena-Tchad – tél +235 22525178 - Fax: +235 22525178
E-mail : cs.tchad@intnet.td

RÉPUBLIQUE DU TCHAD
******
UNITÉ – TRAVAIL – PROGRÈS
******
COUR SUPRÊME
******
CHAMBRE DES COMPTES
******



هورية تشاد
******
دة- ل ـقلم
******
كمة العليا
******
يون المحاسبة
******

RAPPORT DÉFINITIF SUR L'EXECUTION DE LOIS DE FINANCES EXERCICE 2015

DECLARATION GENERALE DE CONFORMITE

NOVEMBRE 2019

BP 5495 N'Djamena-Tchad – tél +235 22525178 - Fax: +235 22525178
E-mail : cs.tchad@intnet.td

SOMMAIRE

LISTE DES ABREVIATIONS ..... *iii*

LISTE DES TABLEAUX ..... *iv*

SYNTHESE DES OBSERVATIONS ET RECOMMANDATIONS *1*

DELIBERE *5*

INTRODUCTION *6*

I-DONNEES GENERALES *12*

I. 1. Situation économique internationale et sous-régionale en 2015 ..... **13**

I.1.1. Situation économique internationale 13

I.1.2. **Situation économique sous-régionale** 13

I.1.3. **Contexte économique national** 15

I.2. Finances publiques **21**

II. RECETTES *22*

II.1. Prévisions des recettes **22**

II.1.1 Recettes ordinaires 22

II.1.2 Recettes en capital 26

II.2. Recouvrement des recettes **27**

II.2.1. Recouvrements des Recettes Ordinaires 28

II.2.2. Recouvrements des Recettes en Capital 29

II.3. Evolution des recouvrements des recettes ordinaires **29**

II.4. Situation des restes à recouvrer **36**

III. DEPENSES *38*

III.1. Prévisions et exécutions des dépenses **38**

III.1.1 : Prévisions des dépenses 38

III.1.2. Exécution des dépenses en 2015 39

III.2. Analyse comparée du compte administratif (CA) et du compte de gestion (CG), exercice 2015 ..... **44**

III.3. Situation des restes à payer **46**

III.4. Analyse détaillées des dépenses **48**

III.4.1. Dépenses globales 48

III.4.2. Dette Publique 49

III.4.3 Dotations des pouvoirs publics (Dépenses de fonctionnement) 50

III.4.4 Interventions de l'Etat (Subventions et transferts) 50

III.4.5 Equipements-Investissements 50

III.4.6 Exécution du budget sur ressources extérieures 51

IV. INTERVENTIONS DE L'ETAT & TRANSFERTS COURANTS ET COMPTES FINANCIERS *52*

IV.1. INTERVENTIONS ET TRANSFERTS COURANTS **52**

IV.1.1. Subventions en général 52

IV.1.2. Subventions aux établissements publics administratifs 57
IV.2. COMPTES FINANCIERS 60
IV.2.1. Comptes des déposants et divers dépôts et consignations 60
IV.2.2. Comptes de trésorerie 69
IV.3. COMPTES DES COMMUNES.....75
IV. GESTION DES AUTORISATIONS BUDGETAIRES 76
CONCLUSION 78
DECLARATION GENERALE DE CONFORMITE.....79

LISTE DES ABREVIATIONS

A.M.R : Avis de Mise au Recouvrement
A.N.A.T : Agence Nationale Aéronautique Tchadienne
ANIE : Agence Nationale d'Importation et d4exportation
Art. : Article
BCC : Banque Commerciale du Chari
BEAC : Banque des États de l'Afrique Centrale
BNF : Bureau National de Fret
CA : Compte administratif
CAF : Cout-Assurance-Fret
CCP : Centre des Chèques Postaux
CEMAC : Communauté Économique et Monétaire de l'Afrique Centrale
CESC : Conseil Économique, Social et Culturel
CG : Compte de gestion
CF : Consommation Finale
FCFA : Franc de la Communauté Financière Africaine
CAER : Caisse Autonome d'Entretien Routier
CNAR : Centre National d'Appui à la Recherche
CNPS : Caisse Nationale de Prévoyance Sociale
CNRT : Caisse National de Retraite du Tchad
CPM : Comité de Politique Monétaire
COBAC : Commission Bancaire de l'Afrique Centrale
DGE : Direction des Grandes Entreprises
ECOSIT : Enquête sur la Consommation des ménages et le Secteur Informel au Tchad
ENAM : École Nationale d'Administration et de Magistrature
ENFJ : École Nationale de Formation Judiciaire
ENSA : École Normale Supérieure d'Abéché
ENT : École Nationale des Télécommunications
ENTP : École Nationale des Travaux Publics
EPA : Établissement Public et Administratif
FBC : Formation Brute de Capital
FBCF : Formation Brute de Capital Fixe
FER : Fonds d'Entretien Routier
FIR : Fonds d'Intervention Rurale
FNE : Fonds Nationale pour l'Élevage
FNDS : Fonds National de Développement du Sport
FONAJ : Fonds National d'Appui à la Jeunesse
HCC : Haut Conseil de la Communication
HDR : Habilité à Effectuer Des Recherches
IDH : Indice du Développement Humain
INSEED : Institut National de la Statistique, des Études Économiques et Démocratiques
IGL : Impôt Général Libératoire

LISTE DES TABLEAUX

Tableau N°01 : Structure du secteur primaire au prix constant de 2005
Tableau N°02 : Structure du secteur secondaire au prix constant de 2005
Tableau N° 03 : Structure du secteur tertiaire au prix constant de 2005
Tableau N° 04 : Croissance réelle des emplois du PIB
Tableau N° 05 : Consommation finale des ménages par produit
Tableau N° 06 : Formation Brute de Capital Fixe par produit
Tableau N°07 : Exportations par produit
Tableau N° 08 : Importations par produit
Tableau N°09 : Évolution des prévisions des recettes budgétaires de la LFI à la LFR 2015
Tableau N°10 : Évolution des prévisions des recettes fiscales au cours des exercices 2013, 2014 et 2015 en milliers de FCFA
Tableau n° 11 : Évolution des recettes fiscales révisées des années 2014 et 2015
Tableau 12 : Évolution des prévisions des recettes non fiscales
Tableau N°13 : Évolution des recettes en capital
Tableau N°14 : Situation de recouvrement condensée des recettes totales en 2015
Tableau N°15 : Situation détaillée de recouvrement des recettes budgétaires en 2015
Tableau N°16 : Recouvrements des recettes ordinaires
Tableau N°17 : Recouvrements des recettes en capital
Tableau N° 18 : Évolution du recouvrement des recettes fiscales (en millier FCFA)
Tableau N° 19 : Évolution de recouvrements des impôts sur le revenu et bénéfices (en millions de FCFA)
Tableau N° 20 : Évolution de recouvrements des taxes sur les salaires (en millions de FCFA)
Tableau N° 21 : Évolution des Impôts sur la propriété (en millions de FCFA)
Tableau N°22 : Les taxes sur biens et services (en millions de FCFA)
Tableau N°23 : Évolution des recouvrements des impôts sur le commerce international (en millions de FCFA)
Tableau N° 24 : Évolution des autres recettes fiscales (en million FCFA)
Tableau N°25 : Évolution des recouvrements des recettes non fiscales (en millions de FCFA)
Tableau N°26 : Évolution des recouvrements des revenus de la propriété (en millions de FCFA
Tableau N°27 : Évolution des recouvrements des droits et frais administratifs et ventes non industrielles (en millions de FCFA)
Tableau N° 28 : Évolution de recouvrements des autres recettes non fiscales (en millions de FCFA)
Tableau N°29 : Analyse des restes à recouvrer par nature d'impôts de l'exercice 2015 (en millions de FCFA)
Tableau N°30 : Répartition des dépenses de l'exercice 2015
Tableau N°31 : Évolution des prévisions des dépenses publiques 2013-2015 (en million FCFA)
Tableau N°32 : Prévisions révisées et Ordonnancement des dépenses (en millions FCFA15
Tableau N° 33 : Prévisions révisées et Ordonnancements prises en charge (en millions FCFA)
Tableau N°34 : Développement des dépenses globales prévues et ordonnancées de l'exercice 2015

Tableau N°35 : Situation des ordonnancements pris en charge et des paiements (en millions FCFA)
Tableau N°36 : Comparaison entre le Compte Administratif et le Compte de Gestion, exercice 2015 (en millions FCFA)
Tableau N°37 : situation des prévisions révisées, des ordonnancements, des prises en charge et des paiements.
Tableau n° 38 : les restes à payer de 2014
Tableau N°39 : Situation des prévisions des subventions 2015
Tableau n° 40 : Situation des ordonnancements des subventions.
Tableau N°41 : Évolution des prévisions des subventions des établissements publics nationaux en 2014 et 2015
Tableau N°42 : Situation de l'exécution des budgets des établissements publics
Tableau N°43 : Situation des comptes des déposants
Tableau N°44 : Situation des comptes des divers dépôts et consignations
Tableau N°45 : Situation des comptes bancaires (en FCFA)
Tableau n°46 : Situation des comptes en numéraires (en FCFA)
Tableau n°47 : Situation des comptes des communes de N'Djamena et des provinces en FCFA

SYNTHESE DES OBSERVATIONS ET RECOMMANDATIONS

a-<u>OBSERVATIONS SUR LES RECETTES</u>

a-1- la sommation des différentes rubriques des recettes en capital (prévisions des aides, dons et subventions) mentionné dans la LFR soit 165 018 850 000 FCFA ne permet pas d'obtenir le total des prévisions de recettes de 216 945 671 000 FCFA. Il s'agirait probablement d'une erreur matérielle que le Compte de gestion a corrigée en portant ce chiffre à 165 611 850 000 FCFA.

Le compte administratif par contre a maintenu le chiffre inscrit dans la LFR. Cette façon de faire a entrainé des erreurs dans le compte administratif qu'il conviendrait de rectifier tant au niveau des éléments de prévisions des recettes en capital que de leur recouvrement.

Par conséquent, la Chambre des Comptes demande au Ministre des Finances et du Budget de prendre les dispositions nécessaires à l'effet de corriger le tableau de développement des recettes gestion 2015 pour obtenir le montant des prévisions de recettes de 1.093.881.441.000 FCFA contenu dans la LFR 2015.

a-2. Concernant les prévisions des recettes sur le commerce international, la Chambre des Comptes constate des montants différents sur le compte administratif et le compte de gestion. Alors que le compte administratif prévoie 669 millions FCFA au titre des Autres taxes à l'importation, la situation de développement des recettes budgétaires du compte gestion en prévoit 12 032 millions de FCFA.

Eu égard à cette discordance, la Chambre demande au Ministre des Finances et du Budget des clarifications.

a-3. La Chambre des Comptes constate au titre des autres recettes fiscales que les montants des prévisions au niveau du compte administratif sont de 27 253 millions FCFA, par contre dans le compte de gestion ils sont de 27 540 millions FCFA soit une différence de 287 millions de FCFA.

a-4. Les restes à recouvrer au 31/12/2014 se chiffrent à 140 820 000 000 FCFA. Ces montants sont repris au début de l'exercice 2015 pour un montant total de 140 804 000 000 FCFA soit une différence de 16.000.000 FCFA.

La Chambre des Comptes demande des explications nécessaires sur cet écart.

La Chambre des Comptes constate une augmentation des restes à recouvrer de 21% par rapport à l'exercice 2014.

<u>Recommandations</u> : La Chambre des Comptes recommande au Ministre des Finances d'accorder une attention particulière au recouvrement des restes à recouvrer des recettes publiques

b- <u>OBSERVATIONS SUR LES DEPENSES</u>

b.1. La Chambre des Comptes constate que les crédits affectés aux investissements (736 764 992 000 FCFA) sont inférieurs à ceux des dépenses de fonctionnement (769 979 448 000 FCFA) ; ce qui est contraire aux bonnes pratiques qui recommandent que les dépenses d'investissement soient supérieures aux dépenses de fonctionnement.

b-2. La Chambre des Comptes constate que les restes à payer arrêté au 31/12/2014 (487 563 millions FCFA) ne sont pas fidèlement repris dans le Compte de gestion de 2015 (489 136 millions FCFA) et ceci en violation du respect du principe de l'intangibilité du bilan.

A cet effet, la Chambre des Comptes demande des explications.

b.3. La Chambre des Comptes constate que les chiffres relatifs aux budgets révisés et ordonnancés du Conseil Constitutionnel, du Conseil Économique et Social et de la Cour des Comptes n'ont pas été repris fidèlement dans le tableau récapitulatif général transmis par l'ordonnateur.

En raison de ces discordances entre les différents chiffres relevés dans le compte administratif, il est demandé à l'ordonnateur du Budget général de l'État de faire concorder les chiffres du tableau de développement des dépenses relatifs à l'ordonnancement avec ceux figurant sur les fiches du compte administratif affectées à chacun de ces trois départements.

b.4.La Chambre des Comptes constate que :

i. **le niveau des ordonnancements (70,60%) ne constitue pas un indicateur appréciable de l'exécution des prévisions. Ce taux d'ordonnancement est en nette régression par rapport à celui de la gestion 2014 situé à 91,81% ;**
ii. **les ordonnancements de l'exercice 2015 sont payés à hauteur de 92%. Ce niveau de paiement engendre comme par le passé un accroissement des arriérés tant intérieurs qu'extérieurs ;**
iii. **la pratique des paiements avant et sans ordonnancement régulièrement utilisée et au regard de l'importance des paiements (95 069 000 000 FCFA en 2013, 105 170 000 000 FCFA en 2014, et 144 523 000 000 FCFA en 2015) est contraire à l'orthodoxie budgétaire.**

En effet, au regard de la règlementation en vigueur, notamment le Décret portant Règlement Général sur la Comptabilité Publique et la LOLF, les paiements ne sont effectués que sur la base d'un titre établi après engagement, liquidation, ordonnancement et prise en charge.

Aussi, la Chambre des Comptes demande à nouveau des explications sur la persistance de cette pratique.

b-5. La Chambre des Comptes fait observer que les prises en charge du TPG d'un montant de 1.251.527.000.000 FCFA ont inclus les financements extérieurs dont le montant se chiffre à 187.828.000.000 FCFA. Par contre, ces financements extérieurs ne sont pas compris dans le montant des ordonnancements d'où la différence constatée sur la ligne Équipements et

Investissements entre les PEC (399 292 000 000 FCFA) et les ordonnancements de (211 463 501 872 FCFA).

b-6. La Chambre des Comptes constate que le bas du tableau de la page 7 intitulé : situation de développement des dépenses et des restes à payer du 01/01 au 31/2015 du compte de gestion du TPG comporte des erreurs. Dans la 1ère colonne relative au report des exercices antérieurs le montant de 21 095 FCFA concerne le report des fonds de contrepartie et non le financement extérieur (cf. tableau n°38 au-dessus).
Par ailleurs, elle constate qu'il est payé 122 771 FCFA au titre des arriérés de financement extérieur et des restes à payer de 163 263 pour la même rubrique à reporter à l'exercice 2016 alors qu'en 2014 il n'est constaté aucun arriéré relatif au financement extérieur. A cet effet, elle souhaite être éclairée par rapport à ces arriérés du financement extérieur.

En outre, le montant des restes à payer de 2015 d'un montant de 275 993 000 000 FCFA mentionné dans le compte de gestion comporte une erreur à corriger. Dans la colonne totalisant cette somme, le montant des restes à payer du titre II : dotation des pouvoirs publics de l'exercice est de 10 875FCFA au lieu de 12 527FCFA.

Enfin, elle observe qu'il n'a pas été consenti assez d'effort en matière de règlement des arriérés dont le montant passe de 487 563 000 000 FCFA en 2014 à 498 079 000 000 FCFA. Cette accumulation des restes à payer, reportée d'années en années, ne fait que gonfler les dettes intérieures de l'État et contraindre de manière significative la dynamique économique interne.

Par conséquent, la chambre demande au Ministre des Finances de prendre des mesures particulières en vue du règlement des restes à payer datant de plus de trois ans.

c- OBSERVATIONS SUR LES INTERVENTIONS DE L'ETAT & TRANSFERTS COURANTS ET COMPTES FINANCIERS

c-1. Les interventions et transferts de l'État tels que prévus dans la LFI puis ordonnancés ont été éclatés dans le compte administratif en :

- **Subventions**
- **Bourses**
- **Contributions Internationales**
- **Indemnisations et autres dépenses publiques**

Cette présentation a facilité l'analyse des subventions classées dans le compte 651-1. Par contre le compte de gestion du Trésorier Payeur Général, en regroupant l'ensemble des paiements dans le titre III –TRANSFERT, n'offre pas la possibilité de traiter distinctement la rubrique « subventions » dont les paiements sont inclus dans ceux des interventions arrêtées à 156 801 000 000 FCFA.

<u>Recommandations</u> : **la Chambre des Comptes recommande au Trésorier Payeur Général de procéder à l'avenir à l'éclatement de ces différentes rubriques conformément à la nomenclature budgétaire.**

c-2. La Chambre des Comptes constate que les Établissements Publics Administratifs listés dans le compte de gestion sont au nombre de huit alors que les subventions sont également accordées à d'autres établissements publics administratifs tels que les universités et autres instituts d'enseignement.

La Chambre des Comptes réitère sa demande quant aux critères de classement dans la catégorie des EPA et celle des déposants.

c- 3. Pour ce qui est du solde de la fiscalisation des marchés publics, la Chambre des Comptes souhaite avoir des explications sur sa persistance dans la mesure où il est appelé à se solder en fin d'exercice.

c-4. La Chambre des Comptes note que le compte 4515 (Cautionnement des comptables publics) n'a enregistré en recettes que 520 000 FCFA au 31 décembre 2015.

La Chambre des Comptes demande au Ministre des Finances des éclaircissements sur la portée du montant du cautionnement enregistré dans les comptes du TPG (Balance Générale des Comptes du Trésor) de l'exercice 2015.

c-5. La chambre des comptes aimerait comprendre pourquoi les comptes « 5705-Envoi de fonds » et « 5706- Disponibilités de la Direction des Grandes Entreprises » qui sont supposés être soldés en fin d'exercice se retrouvent avec des soldes débiteurs.

DELIBERE

En application des articles 56 et 232 de l'Ordonnance N°015/PR/2018 du 31 Mai 2018, portant attributions, organisation, fonctionnement et règles de procédure devant la Cour Suprême et conformément à l'ordonnance n°013/CS/PCS/SG/2018 du 06/07/2018**,** du Président de la Cour Suprême, portant désignation d'une équipe chargée d'examiner le projet de Loi de Règlement sur l'exécution de la loi de finances, exercice 2015 ; la Chambre des Comptes délibérant en chambre de conseil, a adopté ledit rapport.

Étaient présents :

Avec voix délibérative :

ZARA BRAHIM MAHAMAT ITNO	Président de Chambre
NEPIDE DOSSOUM POPEE	Présidente de section - Coordinatrice
ALI MAHAMAT ABDOUL	Conseiller Chef d'équipe et Rapporteur
HAMIT ATIM	Conseiller
NDOUBAHIDI SAMADINGAR François	Conseiller
HASSAN HAMIT DABOU	Conseiller
NDINTAMNAN PANINGAR	Conseiller

Avec voix consultative :

BRAHIM ABDERAHIM KHALIL	Conseiller Référendaire
OUSMAN YACOUB GADAM	Conseiller Référendaire

Étaient également présents et ont participé aux débats sans prendre part aux délibérations :

RATOU ANDO, 3ème Avocat Général représentant le Ministère Public

Maitre **MERSIA HLOKODI JUSTIN**, greffier de la Chambre des Comptes.

Fait à N'Djamena, le 29 Novembre 2019

INTRODUCTION

Le Budget de l'État est la transcription financière de l'action du Gouvernement pour réaliser son programme économique et social. Il occupe ainsi une place prépondérante dans les politiques publiques car il détermine les objectifs et les priorités des programmes publics à mener pour une année civile donnée.

Le budget est une prévision des ressources ou recettes et des charges ou dépenses de l'État qu'autorise l'Assemblée Nationale en vue de permettre à l'Exécutif de mener sa mission. Il constitue un moyen de contrôle démocratique de ladite Assemblée sur le Gouvernement.

L'ensemble de ces ressources et charges publiques sont consignées chaque année civile dans la Loi de Finances Initiale (LFI) portant Budget général de l'État, votée en principe avant le commencement de l'exercice de l'année à venir (N)

Aux termes de l'article 12 de la loi organique relative aux lois de finances (LOLF), la LFI fixe la nature et le montant des dépenses et des recettes.

En cours d'exercice et conformément aux dispositions des articles 53 à 55 de la LOLF, peut intervenir une ou plusieurs Loi de Finances Rectificative (LFR) ou collectif budgétaire, qui adaptent les dispositions de la LFI aux changements de la conjoncture liées à des raisons politiques ou économiques.

Et, en fin d'exercice, intervient la Loi de Règlement (LR) qui, à l'inverse de la LFI située dans le champ du possible et du probable, se place dans le domaine de la réalité en fournissant la photographie exacte des finances de l'État de l'exercice concerné.

Aussi, la LR qui intervient après l'exécution du budget permet à l'Assemblée Nationale d'apprécier la réalité de l'exécution de la loi de finances et de mesurer l'écart entre ce qui a été prévu et autorisé et ce qui a été réellement exécuté. Dans cette optique, la LR constitue un des moyens de contrôle de l'exécution budgétaire. Elle permet en effet à l'Assemblée Nationale d'exercer un droit de contrôle des résultats obtenus.

Par l'Ordonnance n°013/CS/PCS/SG/2018 du 06/07/2018, le Président de la Cour Suprême a désigné les conseillers ci-après pour examiner le rapport de l'exécution de lois de finances de 2015 transmis par le Ministre des Finances. Il s'agit de Madame NEPIDE DOSSOUM POPEE, Messieurs ALI MAHAMAT ABDOUL, HAMIT ATIM, ABAKAR MAHAMAT ABAKAR, NDOUBAHIDI SAMADINGAR FRANCOIS, NDINTAMNAN PANINGAR, NGARKETE DJIDINGAR et les Conseillers référendaires HASSAN HAMIT DABOU, MOHAMED EL-NOUR MAKI, BRAHIM ABDERAHIM KHALIL, OUSMAN YACOUB GADAM.

LE CONTEXTE D'ELABORATION ET D'EXECUTION DE LA LOI DE FINANCES, EXERCICE 2015

Le budget de l'État, gestion 2015, a été élaboré et exécuté dans un contexte économique marqué essentiellement par la baisse des prix du baril du brut sur le marché international et la signature d'un programme appuyé par la Facilité Élargie de Crédit avec le Fonds Monétaire International grâce auquel le Tchad a pu accéder au Point d'Achèvement de l'Initiative des Pays Pauvres très endettés (IPPTE).

Par ailleurs on notera d'une part que l'atonie économique et financière au plan mondial a entrainé la réduction de l'activité économique et la diminution de la demande globale et que d'autre part, au plan sous régional, la baisse des prix des produits à l'exportation a eu des conséquences préjudiciables sur la vie des populations.

LA COMPETENCE DE LA CHAMBRE DES COMPTES EN MATIERE DE CONTROLE DE L'EXECUTION DE LA LOI DE FINANCES

Le rapport sur l'exécution de la loi de finances de l'exercice 2015 de la Chambre des Comptes est établi conformément aux dispositions des articles 136 de la Constitution, 84 et 92 de la Loi Organique relative à la Loi des Finances (LOLF) et 27 de la Loi Organique N°015/PR/2018 du 31 Mai 2018, portant attributions, organisation, fonctionnement et règles de procédures devant la Cour Suprême.

En effet, aux termes des dispositions ci-dessus, la Cour Suprême comprend cinq chambres dont la chambre des comptes. Celle-ci est une juridiction en matière de contrôle des finances publiques (article 55) et qu'à ce titre, elle a pour missions essentielles d'assister l'Assemblée Nationale dans le contrôle de l'exécution des lois de finances et de certifier la régularité, la sincérité et la fidélité du compte général de l'État.

La Chambre des comptes est composée de trois sections, à savoir la section de jugement des comptes – la section de contrôle des affaires financières et budgétaires et – la section de la discipline budgétaire et financière.

La section de contrôle (article 48) exerce une mission de contrôle sur l'ensemble des services de l'État, y compris leurs services extérieurs, les collectivités autonomes, les établissements publics administratifs, les entreprises publiques et les organisations bénéficiant des subventions de l'État. Elle contrôle notamment l'exécution des lois de finances et certifie les comptes de l'État

La Chambre des Comptes assure aussi le contrôle juridictionnel des opérations budgétaires et comptables des administrations publiques (article 56). Dans ce cadre, elle vérifie la régularité des recettes et des dépenses publiques et assure le contrôle de l'exécution des lois de finances et en informe l'Assemblée Nationale et le Gouvernement.

Aux termes de l'article 84 de la LOLF, les opérations d'exécution du budget sont soumises à un double contrôle, administratif et juridictionnel.

Le contrôle juridictionnel est exercé par la Chambre des Comptes et que celle-ci reçoit chaque année communication de toute information et documents des services chargés de l'exécution des lois de finances, notamment les comptes de gestion des comptables publics accompagnés des pièces justificatives. Le ministre en charge des finances lui adresse, tous les trimestres, un état d'exécution des recettes et dépenses de l'État (**article 92 de la LOLF)**.

La Chambre des Comptes (art.58 de la Loi Organique N°15) établit un rapport sur chaque projet de règlement. Ce rapport est adressé à l'Assemblée Nationale accompagné de la déclaration de conformité entre les comptes individuels des comptables et les comptes généraux de l'État. Le Président de la Chambre peut donner connaissance à la commission des finances de l'Assemblée Nationale des constations et observations de la Chambre contenues dans ce rapport.

La Chambre des comptes exerce un contrôle à postériori, vérifie et juge non seulement la régularité mais aussi l'opportunité, l'efficacité et la performance des dépenses et des recettes décrites dans les lois des finances (Article 229 al. 1 LO 15)

Le contrôle de l'exécution de la loi de finances consiste à déterminer et à analyser les résultats des opérations financières de l'État et à en **examiner la régularité et la sincérité** (Article 230 LO 15).

La Chambre des comptes contrôle l'exécution des lois de finances en établissant un **rapport sur le projet de la loi de règlement** et une **déclaration générale de conformité**, en vue de permettre à l'Assemblée Nationale d'apprécier l'action du Gouvernement en matière de gestion des opérations financières de l'État. Ce rapport, annexé à chaque projet de loi de règlement doit, d'une part, rendre compte de l'exécution de ces opérations et, d'autre part, apprécier leur régularité. Il donne la situation de l'État au terme de la gestion contrôlée.

La Chambre des Comptes donne également son **avis sur le système de contrôle interne et le dispositif de contrôle de gestion** mis en place par les responsables de programme, sur la qualité des procédures comptables et des comptes ainsi que sur les rapports annuels de performance adressés par ces derniers. Cet avis est accompagné de recommandations sur les améliorations souhaitables.

Le Ministre en charge des finances transmet à la Cour Suprême dans les meilleurs délais, notamment : - « le projet de loi de règlement ; - « Le compte administratif de l'ordonnateur ; - « Le compte de gestion du Trésorier payeur général ; - « les budgets annexes accompagnés des comptes de l'ordonnateur et du comptable ; - « les rapports annuels de performance » (Article 231 LO 15).

A l'issue des contrôles, les magistrats rapporteurs établissent **un rapport provisoire** qui est adressé au Ministre des Finances et au Trésorier Payeur Général qui sont alors tenus de répondre par écrit dans un délai d'un (1) mois.

« A l'expiration de ce délai, la Chambre examine, en présence des représentants des administrations concernées, le rapport des magistrats ainsi que les réponses et observations orales complémentaires.

« Au terme de cette audition, la Chambre se réunit en séance pour délibérer et arrêter le **projet de rapport définitif** qui est ensuite adopté par les sections réunies pour être joint au projet de loi de règlement ».

« Ce rapport est enfin déposé par le Premier Président de la Cour sur le bureau du Président de l'Assemblée Nationale et transmis au Ministre en charge des finances ».

« **La déclaration générale de conformité** entre les comptes individuels des comptables et les comptes généraux de l'État et des Collectivités autonomes ainsi que les annexes relatives au budget, aux dépenses d'investissement et aux finances sont arrêtés par la Chambre des Comptes à partir des documents établis à cet effet par les services financiers compétents ».

« La déclaration générale de conformité et les annexes accompagnées d'un rapport établi par la Chambre des Comptes sur l'exécution des lois des finances sont déposés sur le bureau de l'Assemblée Nationale en même temps que le projet de loi de règlement » (Article 232 LO 15).

LES DISPOSITIONS RELATIVES A LA LOI DE REGLEMENT

Aux termes de l'article 136 de la Constitution du 04 Mai 2018 l'Assemblée Nationale règle les comptes de la Nation selon les modalités prévues par la loi organique relative à la loi de finances. Elle est, à cet effet, assistée par la Cour Suprême qu'elle charge de toute enquête et étude se rapportant à l'exécution des recettes et des dépenses publiques ou à la gestion de la trésorerie nationale, des collectivités autonomes, des administrations ou institutions relevant de l'État ou soumises au contrôle de celui- ci.

Le projet de loi de règlement doit être déposé à l'Assemblée Nationale un (1) an au plus tard après l'exécution du budget »

L'article 56 de la Loi Organique n°004/PR/2014 du 18 Février 2014 relative aux lois de finances précise que la Loi de Règlement arrête les résultats de la comptabilité budgétaire et de la comptabilité générale de l'exercice considéré et en donne quitus au Gouvernement ; elle procède aux modifications de crédits qui s'avéreraient, le cas échéant, nécessaires, notamment en :

- ratifiant les ouvertures de crédits intervenues par décret d'avance postérieurement à la dernière loi de finances afférente à cette année ;
- ouvrant pour chaque programme concerné, les crédits nécessaires pour régulariser les dépassements constatés sur les crédits évaluatifs ;
- procédant à l'annulation des crédits n'ayant pas été consommés ;
- majorant le montant du découvert autorisé au niveau du découvert constaté d'un budget annexe ou d'un compte de commerce.

Par ailleurs, la Loi de Règlement autorise le transfert du résultat de l'année au compte permanent du Trésor à la Banque Centrale.

Aux termes du Décret n°817/PR/PM/MFB/2015 du 1er avril 2015 portant règlement général sur la comptabilité publique dont les dispositions sont d'application immédiate à l'exception des celles énumérées à son article 119, **le compte administratif et le compte de gestion approuvés doivent être transmis à la Cour des Comptes pour jugement au plus tard le 31 mars de l'année suivant l'exercice.**

LA METHODOLOGIE DE CONTROLE DE L'EXECUTION DE LA LOI DE FINANCES, EXERCICE 2015

Comme pour l'exercice 2014, les dispositions relatives au délai de dépôt des comptes de l'exercice 2015 n'ont pas été respectées.

En effet ce n'est qu'en date du 23 novembre 2017 que le greffe de la Cour des Comptes a reçu du Ministre des Finances et du Budget le Projet de Loi de Règlement pour l'exercice 2015, auquel ont été joints les documents ci-après :

- le compte administratif détaillé de l'exercice 2015 ;
- la situation de recouvrement de l'exercice 2015 ;
- le compte de gestion des valeurs inactives 2015 ;
- les états des restes à recouvrer 2015 ;
- les états des restes à payer 2015 ;
- la balance générale des comptes 2015 ;
- La balance consolidée 2015 ;
- le Décret n°725/PR/PM/MFB/2015, portant virement de crédits 2015 ;
- le Décret n°2239/PR/PM/MFB/2015, portant virement/transfert de crédits 2015 ;
- le Décret n°2344/PR/PM/MFB/2015, portant virement/transfert de crédits 2015 ;
- La situation des valeurs comportant des valeurs faciales ;
- La Loi N°001/PR/2015 du 05 janvier 2015 portant Budget Général de l'Etat ;
- La Loi N°022/PR/2015 portant Rectificatif de la loi N°001/PR/2015 du 05 janvier 2015 portant Budget général de l'État ;
- Le Procès-verbal de vérification de fin d'année 2015 ;
- L'acte de nomination du Trésorier Payeur général.

Par lettre n°168/PCrC/CABF/2017 en date du 06 décembre 2017, la Cour des Comptes a adressé au Ministre des Finances et du Budget une demande de complément des documents.

Le Ministre des Finances et du Budget y a donné suite le 05 mars 2018 en faisant parvenir au greffe de la Cour, les documents complémentaires suivants :

- le compte administratif détaillé de l'exercice 2015 ;
- la note de présentation du compte administratif corrigée et signée ;
- le compte de gestion du Trésorier Payeur Général ;
- le Projet de loi de Règlement 2015 ;
- la situation du recouvrement de l'exercice ainsi que le compte de gestion des valeurs inactives.

Conformément aux règles budgétaires et celles relatives à l'exécution des recettes et des dépenses, la Chambre des Comptes a examiné :

- la régularité et la conformité des opérations de l'Ordonnateur et celles du Trésorier Payeur Général ;
- l'exactitude des chiffres de l'Ordonnateur et ceux du Trésorier Payeur Général ;
- la concordance des données provenant des rapports de l'Ordonnateur et du Trésorier Payeur Général contenues dans le rapport d'exécution du budget de l'Etat, gestion 2015 (Compte Administratif et Compte de Gestion).

Conformément aux dispositions de l'article 232 de l'Ordonnance n°015/PR/2015 précitée qui dispose que : « à l'issue des contrôles, les magistrats rapporteurs établissent un rapport provisoire qui est adressé au Ministre des Finances et au Trésorier Payeur Général qui sont alors tenus de répondre par écrit aux observations des magistrats dans **un délai d'un mois**…… », la chambre des Comptes a transmis en date du 25 septembre 2019 le rapport d'observations provisoire au Ministre des Finances et du Budget. Ce dernier a, en **date du 26 novembre 2019**, transmis à la Chambre des Comptes ses éléments de réponse.

Après examen des éléments de réponse du Ministre des Finances et du Budget, la Chambre des Comptes a procédé à l'élaboration du présent rapport d'observations définitif sur le contrôle de l'exécution de la loi de finances de l'exercice 2015 qui s'articule autour des points suivants :

I. Les données générales
II. Les recettes
III. Les dépenses
IV. Les subventions, les budgets des Établissements publics et les comptes financiers
V. La gestion des autorisations budgétaires
VI. Les observations et recommandations

I-DONNEES GENERALES

Le Tchad est un pays enclavé d'une superficie de 1 284 000 km² situé en Afrique Centrale. Sa population, estimée à environ 13 millions d'habitants (2015), augmente à un rythme annuel de 3,6 % par an. Les femmes et les hommes représentent respectivement 50,7% et 49,3% de la population totale (RGPH 2, 2009).

Sur le plan social, la proportion de la population tchadienne vivant en dessous du seuil de pauvreté monétaire est passée de 55% en 2003 à 46% en 2011 (ECOSIT3, INSEED, 2014). L'espérance de vie à la naissance a progressé de 49,6 à 51,4 ans entre 2010 et 2014 (HDR, 2015).
La mortalité infanto-juvénile a baissé de 191 à 123‰ (EDS-MICS, 2014-2015). Malgré une amélioration du taux net de scolarisation (63,6% en 2014 contre 39% en 2000) et du taux d'achèvement du cycle primaire (50,8% en 2015 contre 23% en 2000), le niveau d'éducation de la population (taux d'alphabétisation de 22,39% dont 14% pour les femmes en 2009) demeure l'un des plus bas en Afrique.

L'Indice du Développement Humain (IDH) au cours des cinq dernières années, (0,392 en 2015) est en hausse de 5,9% par rapport à 2012.
En 2015, le Tchad s'est engagé à réaliser les Objectifs de Développement Durable (ODD, 2016-2030) sous l'égide de l'Organisation des Nations Unies.

Sur le plan économique, les progrès réalisés se sont traduits par un taux de croissance moyen de 5% entre 2010 et 2015 ainsi que par une légère amélioration du climat des affaires. L'agriculture reste tributaire d'une pluviométrie souvent erratique, affectant ainsi les rendements agricoles. La persistance de la sécheresse a entrainé une forte migration des populations du Nord vers le Sud. La transhumance du bétail se révèle également plus longue dans le Sud. Ces changements des modes de production révèlent également combien les chocs climatiques successifs ont augmenté la vulnérabilité des systèmes de production du pays.

Les évaluations annuelles du PND 2013-2015 et l'évaluation finale des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) ont conclu que malgré les progrès réalisés dans la mise en œuvre des politiques publiques, des défis majeurs restent à relever pour atteindre l'émergence du Tchad et les Objectifs de Développement Durable (ODD) à l'horizon 2030. Ces défis sont :

1) améliorer le climat de sécurité et la cohésion sociale ;
2) renforcer les systèmes de gouvernance des institutions républicaines ;
3) assurer une diversification des sources de création de richesses et pallier la forte dépendance de l'économie au secteur pétrolier ;
4) garantir une gestion durable de l'environnement et du cadre de vie ;
5) développer le capital humain et renforcer les systèmes de protection sociale.

I. 1. Situation économique internationale et sous régionale en 20151

I.1.1. Situation économique internationale

En 2015, la croissance économique mondiale est restée modérée, en dépit d'une reprise progressive dans les pays avancés et de la poursuite des politiques monétaires accommodantes. Cette tendance s'explique par le ralentissement des économies émergentes et en développement et le repli des cours des produits de base. Ainsi, le taux de croissance de l'activité est revenu à 3,1 % en 2015 contre 3,4 % en 2014 et celui du volume des échanges mondiaux de biens et services s'est établi à 2,6 % en 2015 contre 3,7 % en 2014.

Au niveau général des prix, les tensions inflationnistes ont été contenues, en rapport avec la baisse des prix des matières premières, notamment du pétrole. De ce fait, le taux d'inflation a reculé à 0,3 % en 2015 pour les pays avancés contre 1,4 % en 2014. Pour les pays émergents et en développement, la hausse des prix s'est stabilisée à 4,7 % en 2015.

S'agissant de la situation de l'emploi, les statistiques du Bureau International du Travail (BIT) indiquent que le nombre de chômeurs s'est accru de quelque 3 millions de personnes dans le monde en 2015, par rapport à 2014 où l'on comptait 201 millions de chômeurs.

Dans ce contexte, la plupart des banques centrales ont maintenu ou accentué l'orientation accommodante de leur politique monétaire, tirant principalement avantage de la marge de manœuvre liée à une inflation modérée, ainsi que de la persistance des capacités excédentaires au sein des économies concernées.

I.1.2. Situation économique sous régionale

Au plan sous-régional, la situation économique a été caractérisée par un ralentissement de la croissance, avec une évolution du PIB réel de 2,4 % en 2014 et 4,8 % en 2015. Le secteur pétrolier a progressé de 0,6 % contre 2,8 % en 2014, tandis que dans le secteur non pétrolier, les activités ont cru de 3,1 % contre 5,5 % en 2014. La contribution à la croissance du secteur non pétrolier a été de 2,2 points, contre 4,0 points en 2014, tandis que le secteur pétrolier n'y a participé qu'à hauteur de 0,2 point en 2015 contre 0,8 point en 2014.

L'activité économique dans la CEMAC en 2015 a par ailleurs été tirée par la demande extérieure nette, avec une contribution de + 12,5 points contre - 0,6 point en 2014. Pour sa part, la demande intérieure a obéré la croissance de 10,1 points, après + 5,4 points en 2014.

Le taux d'inflation en moyenne annuelle s'est établi à 2,5 % en 2015 contre 3,2 % un an plus tôt. La même tendance a été observée en glissement annuel avec un taux d'inflation de 1,9 % en décembre 2015 contre 3,2 % en décembre 2014. Le relâchement des pressions inflationnistes en 2015 est essentiellement imputable à la baisse de la demande intérieure dans la plupart des pays et au retour progressif de la sécurité en République centrafricaine.

[1] BEAC-Rapport annuel 2015

Les finances publiques ont été particulièrement affectées par l'effondrement des cours du pétrole sur les marchés internationaux, entrainant une chute drastique des recettes d'origine pétrolière. Parallèlement, l'accroissement des dépenses militaires pour faire face aux menaces sécuritaires a pesé sur les performances des États. Ainsi, le déficit budgétaire, base engagements, hors dons s'est creusé, de 1,8 % du PIB en 2014 à 3,5 % du PIB en 2015.

La balance des paiements des pays membres de la CEMAC s'est caractérisée par une aggravation du déficit des transactions courantes et se situe à 13,4 % du PIB en 2015 contre 5,0 % du PIB en 2014.
En effet, l'excédent de la balance commerciale s'est nettement replié (2497,2 milliards en 2015, contre 7 981,2 milliards en 2014), dans un contexte caractérisé par la chute des revenus pétroliers.

En cohérence avec les évolutions ci-dessus, les grandes tendances des agrégats monétaires se sont déclinées comme suit :

- une forte croissance du crédit intérieur net de 41,6 %, en relation avec la baisse marquée de la position nette créditrice des États (- 79,2 %), couplée à l'accroissement des concours bancaires à l'économie (+ 9,9 %). L'augmentation des crédits à l'économie a principalement profité aux secteurs des BTP, du commerce général et des services ;
- un repli sensible des avoirs extérieurs nets du système monétaire de 27,0 %, dans un mouvement baissier nettement plus important que celui de 2014 (- 9,6 %). Cette contre-performance est en relation avec la baisse des réserves officielles, particulièrement au Tchad (- 72,8 %) et en Guinée Équatoriale (- 54,7 %) ;
- une baisse des réserves brutes en mois d'importations de biens et services CAF (Coût-Assurance-Frêt), à 3,9 mois en 2015 contre 5,2 mois en 2014, et détérioration du taux de couverture extérieure de la monnaie, revenu de 89,8 % à fin décembre 2014 à 77,2 % à fin décembre 2015 ;
- un repli de la croissance de la masse monétaire (M2) à 1,5 % contre + 6,0 % en 2014.

S'agissant du système bancaire de la CEMAC qui comptait, au 31 décembre 2015, 53 banques en activité, dont 15 implantées au Cameroun, 4 en Centrafrique, 11 au Congo, 10 au Gabon, 5 en Guinée-Équatoriale et 8 au Tchad, le volume d'activité s'est caractérisé globalement par :

- une augmentation de l'activité, avec une progression de 2,2 % du total des bilans, une contraction des dépôts de la clientèle de 2,7 % et une expansion des crédits bruts à la clientèle de 10,4 % ;
- une dégradation de la qualité apparente du portefeuille. En effet, les créances en souffrance ont représenté 12,5 % des crédits bruts contre 11,6 % en 2014. Le taux de couverture des créances en souffrance par les provisions est revenu à 58,4 % contre 59,4 % en décembre 2014 ;
- une baisse de la rentabilité de 124,6 milliards CFA soit un taux de 13,4 % et une baisse de l'excédent de trésorerie de 3 077 milliards de francs CFA soit un taux de 22,1 %.

Le secteur de la microfinance, à fin juin 2015, a enregistré un nombre de 814 d'établissements ayant reçu l'avis conforme de la COBAC. Cette évolution d'ensemble masque cependant de

fortes disparités entre les pays de la CEMAC et surtout une concentration importante de ces établissements au Cameroun et au Tchad, qui comptaient respectivement 63,1 % et 24,1 % du total des établissements recensés à cette date.
Par ailleurs, le secteur a enregistré une reforme générale du corpus réglementaire encadrant l'activité de la micro- finance dans la CEMAC. Ces réformes engagées au cours du quatrième trimestre de l'année 2015 induiront à terme des changements majeurs dans le contrôle et la supervision des établissements de microfinance à l'échelle de la Sous-région.

En cohérence avec les contextes international et sous-régional, le Comité de Politique Monétaire (CPM) a poursuivi une politique monétaire souple. Ainsi, au cours de sa séance du 9 juillet 2015, le CPM a baissé son taux directeur de 2,95 % à 2,45 %.

Au plan de sa gestion interne, la BEAC a poursuivi le renforcement de son équilibre financier, le bénéfice net avant affectation s'étant chiffré à 160,8 milliards, contre 25,1 milliards en 2014. Par contre, le total du bilan de la Banque Centrale est revenu à 9 389,7 milliards, après 10 360,6 milliards au 31 décembre 2014.

I.1.3. Contexte économique national

Au plan national, la baisse continue du cours de pétrole a découragé l'exploration et la mise en exploitation d'autres champs pétroliers favorisant une baisse de la production malgré la mise en production au début de l'année 2015 du champ pétrolier de Mangara.

L'arrivée sur le marché des nouveaux produits alimentaires a favorisé une baisse du niveau général de prix par rapport au 2ème trimestre 2015. Malgré tout, le niveau général de prix du dernier trimestre est resté plus élevé que celui du même trimestre de l'année 2014 en raison notamment de l'insécurité aux frontières qui a découragé les échanges (sorties des produits locaux et entrées des produits importés).

Dans le secteur réel, la production agricole a enregistré une augmentation en raison des bonnes récoltes de la campagne cotonnière 2014-2015 même si le cours du coton est constant par rapport à 2014. Cette performance est attribuable à l'encadrement technique du ministère de tutelle et à la bonne répartition pluviométrique.

Au niveau du secteur secondaire, la tendance du quatrième trimestre laisse entrevoir une stabilité, voire un ralentissement des activités à cause des festivités de fin d'année qui auraient absorbé les économies des ménages. Par contre, les activités de distribution d'énergie et d'eau s'amélioreront à cause de l'extension du réseau d'eau dans certains quartiers de la capitale (N'djari, Farcha, Diguel et Gassi) et de la fourniture régulière en électricité.

Concernant les finances publiques, l'exécution budgétaire s'est nettement améliorée avec une augmentation des recettes pendant le quatrième trimestre 2015 de 31,88%.

Par contre, les dépenses budgétaires ont augmenté de 69,30% en glissement trimestriel à cause de la levée de certaines mesures concernant la maîtrise des dépenses et la cessation de la lenteur dans la pratique de la mise en place du budget rectificatif.

L'encours de la dette extérieure a baissé au quatrième trimestre 2015 de 35,19% par rapport au trimestre précédent.
La situation monétaire au dernier trimestre 2015 comparée à celle de la même période de l'année 2014 est marquée par un repli des avoirs extérieurs nets de 97,2%, un renforcement des crédits intérieurs et une légère baisse des masses monétaires (4,6%).

I.1.3.1. Activité économique en 2015

L'économie tchadienne en 2015 a été marquée à la fois par une mauvaise campagne agricole, due à une faible pluviométrie, et une bonne tenue de la production pétrolière renforcée par les nouveaux champs pétrolifères, dans un contexte de baisse drastique des cours du pétrole. La croissance économique s'est établie à 3,1% en 2015 contre 6,1% en 2014. Elle a bénéficié de la performance des activités dans le secteur primaire et principalement de la production pétrolière (29,1%) malgré la baisse continue du prix du baril. Quant au secteur hors pétrole, il enregistre une croissance négative (-1,4%), suite à la baisse de la production céréalière et des activités dans certaines branches dont les BTP notamment.

En ce qui concerne, les finances publiques, le budget 2015 a été promulgué par la Loi de Finances Initiale (LFI) **n°001/PR/2015 du 05 janvier 2015**. Il se présente en recettes à **1 519 229 356 000 FCFA** et en dépenses à **1 696 455 470 000 FCFA** dégageant ainsi un déficit budgétaire prévisionnel de 177 226 114 000 FCFA.
La Loi de Finances Rectificative (LFR) **n°022/PR/2015 du 01 juin 2015** a ramené les recettes à **1 093 881 441 000 FCFA** et les dépenses à **1 506 744 441 000 FCFA**.
L'exécution du budget de l'État à fin décembre 2015 fait ressortir 772, 384 milliards de FCFA en recettes et 1 385,534 milliards de FCFA en dépenses[2].

I.1.3.2. Contribution des secteurs d'activité à l'économie nationale en 2015

La croissance réelle en 2015 a atteint 4,4% contre 3,4% en 2014. En terme nominal, la variation du PIB est négative en 2015 (-3,5%) tandis qu'elle était en hausse de 5,1% en 2014.

Cette croissance réelle est tirée en grande partie par le secteur primaire dont la contribution est de 2,0%. Il est suivi du secteur tertiaire (1,7%) et du secteur secondaire (0,4%). Cette faible contribution du secteur secondaire peut se justifier par la faible industrialisation de l'économie nationale.
Globalement, en 2015, la part la plus importante de la Valeur Ajoutée provient du secteur primaire (48,5%), suivi du secteur tertiaire (38,5%) et du secteur secondaire (9,2%).

[2] Pour les détails voir l'exécution des recettes et des dépenses

a. Secteur primaire

Les principales activités du secteur primaire sont les « activités agricoles et pastorales » et les « activités extractives ».

En 2015, ces deux composantes représentent respectivement 28,4% et 18,4% de l'activité économique globale.
La valeur ajoutée courante de la branche agriculture, pêche, élevage, pisciculture représente 60,6% du secteur primaire. L'agriculture vivrière est la principale composante de cette branche ; elle représente 55,1%[3] .

L'activité extractive composée de l'extraction des hydrocarbures et autres extractions (natron, or, sel gemme) représente 39,4% du secteur primaire. L'extraction d'hydrocarbures est la plus importante composante (94,3%) de l'activité extractive.
La structure du secteur primaire est représentée dans le tableau ci-dessous.

Tableau N°01 : Structure du secteur primaire au prix constant de 2005

Composantes	**2014**	**2015**
Agriculture vivrière	37,2%	31,7%
Agriculture de rente et industrielle	3,3%	3,3%
Élevage, sylviculture, pêche	28,1%	25,6%
Agriculture, Sylviculture, pêche	**68,7%**	**60,6%**
Extraction d'hydrocarbures	27,7%	37,1%
Autres activités extractives	3,6%	2,2%
Activités extractives	**31,3%**	**39,4%**

Source : INSEED

b. Secteur secondaire

Le secteur secondaire ou secteur industriel est le maillon faible de l'économie nationale. En 2015, sa valeur ajoutée ne représente que 12,8% de la valeur ajoutée nationale. Il est dominé par deux branches à savoir l'industrie agro-alimentaire et la construction qui contribuent respectivement à hauteur de 51,2% et 32,7% du secteur.

La part de la construction, dans le secteur, a diminué de 17,2% passant ainsi de 49,8% en 2014 à 32,7% en 2015. Cette période est marquée par la chute du prix de baril de pétrole diminuant ainsi la recette de l'État. La situation du secteur secondaire est résumée dans le tableau ci-dessous.

Tableau N°02 : Structure du secteur secondaire au prix constant de 2005

Composantes	**2014**	**2015**
Fabrication de produits alimentaires	36,4%	51,2%
Transformation et production d'autres produits	13,2%	15,5%
Production et distribution d'électricité, gaz et eau	0,5%	0,7%
Construction	49,8%	32,7%

Source : INSEED

[3] Au prix courant

c. Secteur tertiaire

En 2015, le secteur tertiaire représente 40,1% du PIB réel et 37,8% du PIB nominal. Ses principales composantes sont le « commerce et réparation » (49,1%), les « postes et télécommunications » (20,9%), les « activités immobilières et services aux entreprises » (9,4%).

Le partage de frontières avec les pays comme le Cameroun et surtout le Nigeria, était considéré comme un facteur favorable au développement de la branche commerce et réparation. Mais force est de constater que malgré la perturbation de nos frontières par la secte BOKO HARAM, la part de la branche commerce et réparation a plutôt augmenté dans le secteur tertiaire, passant ainsi de 47,1% en 2014 à 49,1% en 2015. Cette augmentation s'expliquerait en grande partie par le développement des échanges avec le Soudan. Quant à la branche des postes et télécommunications, sa part de valeur ajoutée courante est de 11,5% en 2014 et 11,9% en 2015. Ceci s'explique par la hausse du volume des abonnés ainsi que celui des appels téléphoniques.

Tableau N° 03 : Structure du secteur tertiaire au prix constant de 2005

Composantes	2014	2015
Commerce et réparation	47,1%	49,1%
Activités immobilières et services aux entreprises	10,7%	9,4%
Transport	3,4%	3,2%
Santé et action sociale	4,4%	3,6%
Activités d'administration publique	4,2%	4,0%
Autres activités de services aux ménages	3,4%	3,0%
Éducation	4,9%	4,9%
Hôtellerie et restauration	0,5%	0,2%
Postes et télécommunication	19,7%	20,9%
Activités financières	2,9%	2,5%
Services d'intermédiation financière indirecte	-1,3%	-1,0%

Source : INSEED

I.1.3.3. Affectation du produit intérieur brut par catégories de dépense

a. Demande intérieure

Il faut rappeler que la croissance réelle du PIB en 2015 s'établit à 4,4%. La contribution des emplois du PIB à cette croissance varie d'un agrégat à un autre. Les exportations et la Consommation Finale (CF) ont contribué positivement à la croissance du PIB alors que la Formation brute du capital (FBC) et les importations ont freiné cette croissance. Ainsi, les exportations ont contribué à la croissance réelle du PIB à hauteur de 13,0% et la CF à 7,3%. Par contre, la FBC a freiné cette croissance de 11,7% et les importations de 4,2%.

En 2015, la consommation finale s'est élevée à 5476,95 milliards de F CFA. Elle a augmenté de 10,5% en valeur réelle par rapport à son niveau de 2014. La majeure partie des dépenses de consommation est effectuée par les ménages.

Tableau N° 04 : Croissance réelle des emplois du PIB

Emplois	Croissance réelle (%)
Dépense de consommation finale	10,5%
Formation brute de capital fixe	-12,1%
Variation de stocks	-55,1%
Exportations	72,6%
Importations	-15,4%
PIB	4,4%

Source : INSEED

En effet, la consommation finale des ménages représente 88,5 % de la CF totale. Par ailleurs, la part de la consommation finale des Administrations Publiques est de 9,2% et celui des Institutions Sans But Lucratif au Service des Ménages (ISBLSM) s'élève à 2,3%.

Une analyse de la consommation finale de ménages par produit (Tableau N°5) montre qu'en 2015 près de sept dixième (7/10ème) est constituée des produits alimentaires, boissons et produits à base de tabac (32,60%) et les produits agricoles, forestiers et de la pêche (28,13%). Ainsi, la croissance de la consommation finale de ménages de 2015 est due à ces produits.

Tableau N° 05 : Consommation finale des ménages par produit

Produits	2014	2015	Variations (%)	Proportion 2015 (%)
Produits agricoles, forestiers et de la pêche	1323,45	1362,89	2,98	28,13
Produits d'extraction	31,57	35,33	11,92	0,73
Produits alimentaires, boissons et produits à base de tabac	1423,74	1579,30	10,93	32,60
Autres produits manufacturés	438,83	482,38	9,92	9,96
Électricité, gaz et eau	12,71	14,06	10,59	0,29
Services	1338,38	1370,80	2,42	28,29
Total CF de ménages	**4568,69**	**4844,75**	**6,04**	**100,00**

Source : INSEED

La FBCF a contribué à tirer la croissance économique vers le bas pour 8,8%. Elle a reculé de 20,2% en 2015 en variation relative. Cette contre-performance peut s'expliquer par la baisse du cours de pétrole et le contexte d'insécurité aux frontières, accentués en 2015. Parmi les produits de la FBCF, les produits de l'élevage, de la chasse et du travail de bois (- 14,6%), les travaux de construction (- 30%) et les matériels de transport et autres produits de l'industrie (- 11,7%) ont fortement diminué.

Tableau N° 06 : Formation Brute de Capital Fixe par produit

Produits	2014	2015	Variations (%)
Produits de l'élevage, de la chasse et du travail de bois	62 248	53 157	-14,6
Matériels de transport et autres produits de l'industrie	325 020	286 967	-11,7
Travaux de construction	830 223	581 156	-30,0
Services fournis aux entreprises	248 621	248 621	0,0
FBCF total	**1 466 112**	**1 169 901**	-20,2

Source : INSEED

b. Demande extérieure

Les exportations, première composante de l'emploi du PIB, ont contribué pour 13,0% à l'augmentation du taux de la croissance économique. Cette forte contribution est essentiellement portée par les exportations des produits d'extraction (77,76%) et des produits de l'élevage et de la chasse (11,27%). Par contre, les exportations en produits de l'agriculture vivrière (- 3,24%) et les autres services (- 14,61%) ont régressé en 2015. Ainsi, le taux de croissance des exportations s'établit à 15,46%.

Tableau N°07 : Exportations par produit

Produits	2014	2015	Variations	Proportion (%)
Produits de l'agriculture vivrière	4,44	4,30	-3,24	0,23
Produits de l'agriculture de rente et industrielle	47,40	48,44	2,19	2,62
Produits de l'élevage et de la chasse	201,69	208,58	3,42	11,27
Produits d'extraction	1213,73	1438,93	18,55	77,76
Produits alimentaires, boissons et tabac	12,89	12,34	-4,32	0,67
Produits de l'égrenage du coton	31,10	54,17	74,17	2,93
Autres produits manufactures	7,42	7,70	3,84	0,42
Services de transport et télécommunication	9,67	9,76	1,00	0,53
Services financiers	0,04	0,04	8,57	0,00
Autres services	55,44	47,34	-14,61	2,56
Corrections territoriales	18,98	18,98	0,00	1,03
Total exportation	**1602,79**	**1850,57**	**15,46**	**100,00**

Source : INSEED

Dans l'ensemble, les importations ont augmenté de 7,82% en 2015 en termes de variation. Cette tendance à la hausse d'importation est due au fait que les autres produits manufacturés, les services de transport, les produits alimentaires, boissons et tabac, connaissent une augmentation moyenne de 14,84%. Par contre, les autres postes tels que autres services, services d'hôtellerie et de restauration ont connu une baisse en 2015 respectivement de 6,93%, et 7,38%.

Tableau N° 08 : Importations par produit

Produits	2014	2015	Variations	Proportion (%)
Produits agricoles, forestiers et de la pêche	2,79	4,67	67,54	0,26
Produits d'extraction	2,72	18,11	565,63	1,02
Produits alimentaires, boissons et tabac	142,79	182,67	27,93	10,31
Autres produits manufactures	739,34	819,08	10,78	46,22
Électricité, gaz et eau	0,83	1,13	35,95	0,06
Ventes et réparations	0,26	0,27	3,80	0,02
Services d'hôtellerie et de restauration	2,82	2,61	-7,38	0,15
Services de transport	166,10	175,76	5,82	9,92
Services de poste et télécommunications	4,12	4,16	0,95	0,23
Services financiers	5,89	6,53	10,86	0,37
Autres services	271,77	252,94	-6,93	14,27
Corrections territoriales	304,30	304,30	0,00	17,17
Total	**1643,72**	**1772,21**	**7,82**	**100,00**

Source : INSEED

I.2. Finances publiques

L'exercice budgétaire 2015 est intervenu dans le contexte de chute des prix du baril et corroboré par la baisse de la production pétrolière du Consortium ESSO qui est passée de 63 233 706 barils (2004) à 26 740 225 barils (2015). Par ailleurs, cette baisse de la production est compensée par la mise en production des nouveaux champs par les sociétés CNPCIC, GLENCORE, CARACAL et SHT. Durant treize (13) années, le Consortium ESSO a produit au total 546 836 092 barils. Par contre, elle est de 35 818 951 barils pour la CNPCIC durant les cinq (5) années et 12 644 276 barils pour CARACAL durant les trois (03) années.

Le budget Général de l'État 2015 a été promulgué par la Loi de Finances Initiale (LFI) **n°001/PR/2015 du 05 janvier 2015**. Il a été arrêté en recettes à **1 519 229 356 000 FCFA**, dont les recettes fiscales pétrolières s'élèvent à 324 335 000 000 FCFA et non fiscales pétrolières à 219 850 000 000 FCFA et en dépenses à **1 696 455 470 000 FCFA**, dont 94 375 000 000 FCFA sur les revenus pétroliers directs, dégageant ainsi un déficit prévisionnel de 177 226 114 000 FCFA. Le financement de ce déficit sera assuré par l'appui budgétaire des partenaires d'un montant de 38 000 000 000 FCFA, l'émission des Bons de Trésor à souscription libre d'un montant de 40 000 000 000 FCFA et l'exploration d'autres sources d'emprunts.

Suite à la baisse de la production pétrolière, à la chute du prix de pétrole brut, à la qualité de la décote, au taux de change et à l'insécurité provoquée par la secte BOKO HARAM, la Loi de Finances Rectificative (LFR) **n°022/PR/2015 du 01 juin 2015** a ramené les recettes à **1 093 881 441 000 FCFA**, dont 166 925 000 000 FCFA au titre de recettes fiscales pétrolières et 119 675 000 000 FCFA de recettes pétrolières directes et les dépenses à **1 506 744 441 000 FCFA**, dont 46 833 500 000 FCFA au titre des transferts aux secteurs prioritaires, régions productrices et autres dépenses.

II. RECETTES

II.1. Prévisions des recettes

La loi des Finances rectificative N° 022/PR/2015 du 1er juin 2015 a arrêté les prévisions des recettes budgétaires de l'exercice 2015 à la somme de **1 093 881 441 000 FCFA** réparties comme suit :

- recettes ordinaires : 876 935 770 000 FCFA ;
- recettes en capital : 216 945 671 000 FCFA.

Le tableau ci-dessous présente l'évolution des prévisions des recettes en LFI et LFR 2015 et fait ressortir les écarts découlant de la modification.

Tableau N°09 : Évolution des prévisions des recettes budgétaires de la LFI à la LFR 2015

Nature des produits	LFI	LFR	Écarts absolus	Taux de variation
RECETTES ORDINAIRES	**1 320 651 685 000**	**876 935 770 000**	**- 443 715 915 000**	**-33,59**
Recettes fiscales	1 004 591 915 000	667 425 000 000	- 337 166 915 000	-33,56
Recettes non fiscales	316 059 770 000	209 510 770 000	-106 549 000 000	-33,71
RECETTES EN CAPITAL	**198 577 671 000**	**216 945 671 000**	**18 368 000 000**	**9,4**
Recettes en capital	10 000 000 000	10 000 000 000	-	
Aides, Don, et Subventions	147 243 850 000	165 018 850 000	17 775 000 000	12,70
Emprunts	41 333 821 000	41 333 821 000	-	
RECETTES TOTALES	**1 519 229 356 000**	**1 093 881 441 000**	**- 425 347 915 000**	**-30**

Source : LFI et LFR 2015

Il y a lieu de faire remarquer que globalement les recettes ont connu une baisse de 425 347 915 000 FCFA passant de 1 519 229 356 000 FCFA à 1 093 881 441 000 FCFA soit une diminution de 28%.

La baisse a été beaucoup plus drastique au niveau des recettes ordinaires où elle est en valeur absolue égale à 443 715 915 000 FCFA passant de 1320 651685 000 FCFA à 876 935 770 000 FCFA, soit 34% en valeur relative. Par contre, les recettes en capital ont connu une légère hausse passant de 198 577 671 000 FCFA à 216 945671 000 FCFA soit une augmentation de 9,25% atténuant ainsi le montant de la baisse des recettes qui se chiffre à 425 347 915 000 FCFA.

II.1.1 Recettes ordinaires

Composées des recettes fiscales et non fiscales, les recettes ordinaires ont été revues en baisse et le montant révisé se chiffre à **876 935 770 000 FCFA** contre **1 320 651 685 000 FCFA** dans la loi des finances initiale constatant ainsi un déficit **443 715 915 000 FCFA** soit une baisse de **34%**. Cette baisse a touché à la fois les recettes fiscales et non fiscales, dans la même proportion de 34%.

a. Recettes fiscales

Prévues dans la loi de finances initiale pour un montant de 1 004 591 915 000 FCFA, les recettes fiscales ont été ramenées à 667 425 000 000 FCFA dans la loi des finances rectificatives. Ces recettes fiscales représentent 76% des recettes ordinaires et sont subdivisées en recettes fiscales pétrolières pour un montant de 166 925000 000 FCFA et non pétrolières de 500 500 000 000 FCFA.

Les recettes pétrolières ont connu une baisse drastique passant de 324 335 000 000 FCFA dans la loi des Finances initiale à 166 925 000 000 FCFA, soit une baisse de 158 410 000 000 FCFA en valeur absolue et 49% en valeur relative.

Le tableau ci-après présente la situation des prévisions des recettes fiscales des trois dernières années.

<u>Tableau N°10</u> : Évolution des prévisions des recettes fiscales au cours des exercices 2013, 2014 et 2015 en milliers de FCFA

Code	Nomenclature	LFI 2013	LFR 2013	LFI 2014	LFR 2014	LFI 2015	LFR 2015
R100	Impôts sur les revenus et bénéfices	742 265 700	724 982 000	762 465 000	727 599 352	592 360 000	346 791 000
R200	Taxe sur le Salaire	9 260 000	7 871 000	9 138 000	9 064 000	11 173 000	8 525 000
R300	Impôts sur les propriétés	29 638 000	34 670 000	50 273 000	43 999 000	31 252 715	30 618 000
R400	Taxe sur biens et services	70 947 000	62 564 000	66 667 000	92 082 000	135 052 000	87 012 000
R500	Impôts sur le commerce international	138 995 000	115 208 000	149 965 000	140 860 000	200 000 000	159 725 000
R600	Autres recettes fiscales	20 882 000	20 974 000	31 283 000	27 253 000	34 754 000	34 754 000
	TOTAL	1 011 987 700	966 269 000	1 069 791 000	1 040 857 352	1 004 591 715	667 425 000

<u>Source :</u> LFI 2013 ;2014 ;2015, LFR2013 ; 2014 ;2015

On constate une nette tendance baissière des recettes fiscales au cours des années 2013, 2014 et 2015. Cette situation se manifeste pendant l'exercice budgétaire emmenant ainsi le gouvernement à faire recours chaque année aux lois des finances rectificatives.

Les recettes fiscales ont évolué en dents de scie durant cette période. Si les recettes étaient revues à la hausse en 2014 celles-ci ont connu une forte baisse en 2015.

L'analyse de ce tableau permet de constater :

- une évolution positive des recettes fiscales entre 2013 et 2014. Dans la loi des finances initiale de 2014 les recettes fiscales étaient de **1 069 791 000 000 FCFA** contre **1 011 987 700 000 FCFA** en 2013 soit une augmentation de **57 803 300 000 FCFA** représentant un accroissement de 6% par rapport à 2013 ;
- une hausse des recettes fiscales révisées de 2014 par rapport à 2013 passant de **966 269 000 000 FCA** en 2013 à **1 040 857 352 000 FCFA** en 2014 soit une augmentation de 7%.

Cependant, en 2015 les recettes fiscales ont connu une baisse importante de **65 199 285 000 FCFA** passant de **1 069 791 000 000 FCFA** dans la LFI 2014 **à 1 004 591 715 000 FCFA** dans la LFI 2015, soit une baisse de 6%.

Dans la LFR 2015, la baisse des prévisions des recettes fiscales s'est encore accentuée. Pour une prévision initiale de **1 004 591 715 000 FCFA,** la LFR a ramené le montant à **667 425 000 000 FCFA, soit une baisse de 373 432 352 000** FCFA représentant une baisse de 37,18% du budget initial 2015.

Le tableau ci-dessus présente l'évolution des recettes fiscales révisées des années 2014 et 2015.

Tableau n° 11 : Évolution des recettes fiscales révisées des années 2014 et 2015

Recettes fiscales	**Prévisions LFR 2014**	**Prévisions LFR 2015**	Écarts	**Taux de Variation**
Impôts sur les revenus et bénéfices	727 599 352 000	346 791 000 000	380 808 352 000	**52%**
Taxe sur le Salaire	9 064 000 000	8 525 000 000	539 000 000	**6%**
Impôts sur les propriétés	43 999 000 000	30 618 000 000	3 381 000 000	**30%**
Taxe sur biens et services	92 082 000 000	87 012 000 000	5 070 000 000	**6%**
Impôts sur le commerce international	140 860 000 000	159 725 000 000	- 18 865 000 000	**-13%**
Autres recettes fiscales	27 253 000 000	34 754 000 000	- 7 501 000 000	**-28%**
Total recettes fiscales	**1 040 857 352 000**	**667 425 000 000**	**373 432 352 000**	**36%**

Source : LFR 2014 et 2015

On constate des recettes fiscales qui passent de **1 040 857 352 000 FCFA** en 2014 à **667 425 000 000FCFA** en 2015 soit une baisse de l'ordre 36%**. Cette baisse a affecté essentiellement** les Impôts sur les revenus et bénéfices qui ont régressé de 52% passant de 727

599 352 000 FCFA à 346 791 000 000 FCFA. Les Impôts sur le commerce international et les autres recettes fiscales ont connu quant à eux une croissance respective de 13% et 28%.

b. Recettes non fiscales

Constituées des revenus sur la propriété, des droits et frais administratifs et ventes non industrielles et des autres recettes non fiscales, les recettes non fiscales ont connu une baisse de l'ordre de 65% par rapport à la LFR de 2014. Alors que la loi des finances initiale pour l'exercice budgétaire de l'année 2015 prévoyait ces recettes non fiscales à la somme de 316 059 770 000 FCFA, la LFR a, quant à elle, réduit ces prévisions à **209 511 000 000** FCFA, soit une réduction de 34% par rapport à la LFI.

Tableau 12 : Évolution des prévisions des recettes non fiscales

Recettes non	Prévisions LFR 2014	Prévisions LFR 2015	Écarts	Taux de
Revenus sur la	3 306 000 000	4 728 000 000	1 422 000 000	**43%**
Droits et frais	596 610 000 000	191 913 000 000	- 404 697 000 000	**-68%**
Autres recettes	3 684 000 000	12 870 000 000	9 186 000 000	**249%**
Total	**603 600 000 000**	**209 511 000 000**	**- 394 089 000**	**225%**

Source : LFR 2014 et 2015

II.1.2 Recettes en capital

Constituées des « Autres recettes en capital, Aides, Dons et Subventions et Emprunts », les prévisions révisées des recettes en capital ont connu une hausse de l'ordre de 9% en 2015, passant de 198.577.671.000FCFA à 216.944.821.000 FCFA. Cette hausse est consécutive aux promesses des financements extérieurs.

Le tableau ci-après présente l'évolution des prévisions des recettes en capital entre 2014 et 2015

Tableau N°13 : Évolution des recettes en capital

Recettes en capital	Prévisions LFR 2014	Prévisions LFR	Écart	Taux de
Autres recettes en capital	20 000 000 000	10 000 000 000	- 10 000 000 000	-50%
Aides, Dons et Subv.	142 219 000 000	165 611 850 000	23 392 000 000	16%
Emprunts	49 773 000 000	41 333 821 000	- **8 439 179**	-17%
Total	**211 992 000 000**	**216 945 671 000**	**4 952 821 000**	**2%**

Source : LFR 2014 et 2015

Observations n°01 : la sommation des différentes rubriques des recettes en capital (prévisions des aides, dons et subventions) mentionné dans la LFR soit 165 018 850 000 FCFA ne permet pas d'obtenir le total des prévisions de recettes de 216 945 671 000 FCFA. Il s'agirait probablement d'une erreur matérielle que le Compte de gestion a corrigée en portant ce chiffre à 165 611 850 000 FCFA.

Le compte administratif par contre a maintenu le chiffre inscrit dans la LFR. Cette façon de faire a entrainé des erreurs dans le compte administratif qu'il conviendrait de rectifier tant au niveau des éléments de prévisions des recettes en capital que de leur recouvrement.

Par conséquent, la Chambre des Comptes demande au Ministre des Finances et du Budget de prendre les dispositions nécessaires à l'effet de corriger le tableau de développement des recettes de la gestion 2015 pour obtenir le montant des prévisions de recettes de 1.093.881.441.000 FCFA contenu dans la LFR 2015.

Réponse du MFB :

Effectivement la somme des trois titres composant cette rubrique donne 216 352 671 000 FCFA (10 000 000 000+165 018 850 000+41 333 850 000). Des dispositions sont prises pour corriger l'erreur matérielle qui s'est glissée dans la LFR 2015 afin de concilier les chiffres du compte de gestion et ceux du compte administratif en reprenant le tableau de développement des recettes de ladite loi.

En ajoutant 593 000 000 au titre IV des recettes pour obtenir 165 611 850 000 FCFA au lieu de (165 018 850 000 porté dans la loi), l'erreur est corrigée et le tableau de développement des recettes contenu dans le compte de gestion affiche bien les 1 093 881 441 000 FCFA comme prévus dans la LFR.

La Chambre des Comptes prend acte des éléments de réponses du MFB confirmant ses observations. Par conséquent, elle maintient sa recommandation et demande au MFB de corriger cette erreur dans les meilleurs délais.

II.2. Recouvrement des recettes

Au regard du compte de gestion du Trésorier Payeur Général, les recouvrements au titre du Budget Général de l'État de 2015 s'élèvent à **772 384 483 464** FCFA dont **525 584 483 464** FCFA pour les recettes ordinaires et **246 800 000 000** FCFA pour les recettes en capital.

Le taux de réalisation des recouvrements par rapport aux prévisions révisées (**1 093 881 441 000 F**CFA**) est de 71%.**

La situation condensée des recouvrements des recettes du budget général de l'État pour l'année 2015 est présentée dans le tableau ci-après :

Tableau N°14 : Situation de recouvrement condensée des recettes totales en 2015

Nature Recettes Budgétaires	LFR 2015	Recouvrements 2015	Écarts	Taux
Recettes fiscales	667 425 000 000	413 447 483 464	253 977 516 536	62%
Recettes non fiscales	209 511 000 000	112 137 000 000	97 374 000 000	54%
Total recettes ordinaires	**876 936 000 000**	**525 584 483 464**	**351 351 516 536**	**60%**
Autres recettes en capital	10 000 000 000	-	10 000 000 000	0%
Aides, Dons et Sub en capital	165 611 000 000	-	165 611 000 000	0%
Emprunts	41 334 821 000	246 800 000 000	-205 465 179 000	597%
Total recettes en Capital	**216 945 821 000**	**246 800 000 000**	**-29 854 179 000**	**114%**
TOTALGENERAL	**1 093 881 441 000**	**772 384 483 464**	**321 497 337 536**	**71%**

Source : LFR et compte de gestion 2015

La situation détaillée est présentée dans le tableau ci-après :

Tableau N°15 : Situation détaillée de recouvrement des recettes budgétaires en 2015

Situation détaillée de recouvrement de recettes	LFR 2015	Recouvrements 2015	Écarts	Taux
Recettes fiscales	**667 425 000 000**	**413 447 483 464**	**253 977 516 536**	**62%**
Impôts sur les revenus et bénéfices	346 791 000 000	239 246 355 101	107 544 644 899	69%
Taxe sur le Salaire	8 525 000 000	10 855 796 077	- 2 330 796 077	127%
Impôts sur les propriétés	30 618 000 000	9 703 335 812	20 914 664 188	32%
Taxe sur biens et services	87 012 000 000	59 217 605 916	27 794 394 084	68%
Impôts sur le commerce international	159 725 000 000	85 649 219 271	74 075 780 729	54%
Autres recettes fiscales	34 754 000 000	8 775 171 287	25 978 828 713	25%
Recettes non fiscales	**209 510 770 000**	**112 137 000 000**	**97 374 000 000**	**54%**
Revenus sur la propriété	4 728 000 000	1 639 000 000	3 089 000 000	35%
Dts et frais adm et VNI	191 913 000 000	102 869 000 000	89 044 000 000	54%
Autres recettes non fiscales	12 870 000 000	7 629 000 000	5 241 000 000	59%
S/Total recettes ordinaires	**876 935 770 000**	**525 584 483 464**	**351 351 516 536**	**60%**
Recettes en capital	**216 945 671 000**	**246 800 000 000**	**- 29 854 329 000**	**114%**
Autres recettes en capital	10 000 000 000	-	10 000 000 000	0%
Aides, Dons et Sub en capital	165 611 000 000	-	165 611 000 000	0%
Emprunts	41 334 821 000	246 800 000 000	- 205 465 179 000	597%
S/Total recettes en capital	**216 945 671 000**	**246 800 000 000**	**- 29 854 179 000**	**114%**
TOTAL GENERAL	**1 093 881 441 000**	**772 384 483 464**	**321 497 337 536**	**71%**

Source : LFR et compte de gestion 2015

II.2.1. Recouvrements des Recettes Ordinaires

Les recettes ordinaires révisées de l'État pour l'exercice 2015 arrêtées à **876 936 000 000** FCFA, ont été recouvrées pour un montant de **525 584 483 464** FCFA soit un taux de recouvrement de **60%.**

Le Tableau ci- dessous présente la situation de recouvrement des recettes ordinaires en 2015.

Tableau N°16 : Recouvrements des recettes ordinaires

Catégories des recettes ordinaires	LFR 2015	Recouvrements	Écarts	Taux
Recettes fiscales	**667 425 000 000**	**413 447 483 464**	**253 977 516 536**	**62%**
Impôts sur les revenus et bénéfices	346 791 000 000	239 246 355 101	**107 544 644 899**	**69%**
Taxe sur le Salaire	8 525 000 000	10 855 796 077	**- 2 330 796 077**	**127%**
Impôts sur les propriétés	30 618 000 000	9 703 335 812	**20 914 664 188**	**32%**
Taxe sur biens et services	87 012 000 000	59 217 605 916	**27 794 394 084**	**68%**
Impôts sur le commerce international	159 725 000 000	85 649 219 271	**74 075 780 729**	**54%**
Autres recettes fiscales	34 754 000 000	8 775 171 287	**25 978 828 713**	**25%**

Catégories des recettes ordinaires	LFR 2015	Recouvrements	Écarts	Taux
Recettes non fiscales	**209 510 770 000**	**112 137 000 000**	**97 374 000 000**	**54%**
Revenus sur la propriété	4 728 000 000	1 639 000 000	**3 089 000 000**	**35%**
Droits et frais adm et VNI	191 913 000 000	102 869 000 000	**89 044 000 000**	**54%**
Autres recettes non fiscales	12 870 000 000	7 629 000 000	**5 241 000 000**	**59%**
TOTAL RECETTES ORDINAIRES	**876 936 000 000**	**525 584 483 464**	**351 351 516 536**	**60%**

Source : LFR et compte de gestion 2015

II.2.2. Recouvrements des Recettes en Capital

Les recettes en capital prévues pour un montant **de 216 945 671 000** FCFA dans la LFR ont été recouvrées à hauteur de **246 800 000 000** FCFA, soit un taux de recouvrement de **114%.**

Le détail du recouvrement des recettes en capital est résumé dans le tableau ci-dessus.

Tableau N°17 : Recouvrements des recettes en capital

Recettes en capital	LFR 2015	Recouvrements	Écart	Taux d'exécution
Autres recettes en capital	10 000 000 000	-	10 000 000 000	
Aides, Dons et Subv. En capital	165 611 000 000	-	165 611 000 000	
Emprunts	41 333 821 000	246 800 000 000	- 205 466 179 000	597%
Total	**216 945 671 000**	**246 800 000 000**	**- 29 855 179 000**	**114%**

Source : LFR et compte de gestion 2015

On notera que les recouvrements au titre de ces recettes en capital concernent exclusivement les emprunts. Ceux-ci, prévus pour 41 333 821 000 FCFA ont été recouvrés à 597% en valeur relative ou 246 800 000 000 FCFA en valeur absolue.

Les autres recettes en capital ainsi que les aides, dons et subventions, prévus pour un montant de 175 611 000 000 FCFA n'ont connu aucun recouvrement

II.3. Évolution des recouvrements des recettes ordinaires

a. Évolution du recouvrement des recettes fiscales

La loi de finances rectificative a prévu les recettes fiscales pour l'année budgétaire 2015 pour un montant de **667 425 000 000** FCFA. Leur recouvrement se chiffre à **413 447 483 464** FCFA, soit un taux de réalisation de 62%. En comparant ce taux à celui de l'année 2014(77%), on constate un net recul de 15%.

Le tableau ci-dessous présente la situation des recouvrements des recettes fiscales au titre des exercices 2014 et 2015.

Tableau N° 18 : Évolution du recouvrement des recettes fiscales (en millier FCFA)

Recettes fiscales	Prévision LFR 2014	Recouv. 2014	Taux réalisation	Prévision LFR 2015	Recouv. 2015	Taux de réalisation
Impôts sur les revenus et bénéfices	727 599 352	533 529 159	73%	346 791 000	239 246 355	69%
Taxe sur le Salaire	9 064 000	11 321 955	125%	8 525 000	10 855 796	127%
Impôts sur les propriétés	43 999 000	22 967 797	52%	30 618 000	9 703 336	32%
Taxe sur biens et services	92 082 000	76 126 065	83%	87 012 000	59 217 606	68%
Impôts sur le commerce international	140 860 000	125 933 806	89%	159 725 000	85 649 219	54%
Autres recettes fiscales	27 253 000	33 285 000	122%	34 754 000	8 775 171	25%
TOTAL	**1 040 857 352**	**803 163 782**	77%	**667 425 000**	**413 447 483**	**62%**

Source: LFR 2014 et 2015, compte de gestion 2014 et 2015

b. Impôts sur les revenus et bénéfices

Les Impôts sur les revenus et bénéfices sont composés de trois (03) catégories d'impôts ci-après :

- Impôts sur les compagnies, sociétés entreprises
- Impôts sur les revenus des personnes physiques
- autres impôts sur le revenu et bénéfices divers

Le taux de recouvrement global de ces impôts est de 69% en 2015. Toutefois, sur les différentes catégories composant ces impôts, la variation des taux de recouvrement va de 14% à 122%.

Par rapport à 2014, il est constaté, en 2015, un net recul dans le recouvrement de ces impôts. L'évolution est présentée dans le tableau ci-dessous.

Tableau N° 19 : Évolution de recouvrements des impôts sur le revenu et bénéfices (en millions de FCFA)

Impôts sur les revenus et bénéfices	Exercice 2014			Exercice 2015		
	Prévisions	Recouvre-ments	Taux de réalisations	Prévisions	Recouvre-ments	Taux d'exécution
Impôts sur les compagnies, sociétés entreprises	648 000	405 455	63%	230 544	114 795	50%
Impôts sur les revenus des personnes physiques	69 942	114 397	164%	93 180	113 267	122%
Autres impôts sur le revenu et bénéfices divers	9 657	7 111	74%	23 067	3 286	14%
Recettes exercices antérieures sur bénéfices	-	6 655		-	7 899	
TOTAL	**727 599**	**533 618**	73%	**346 791**	**239 247**	69%

Source : LFR 2014 et 2015, compte de gestion 2014 et 2015

c. Taxes sur les Salaires

Les taxes sur les salaires, comprenant les taxes Patronales et d'Apprentissage, les taxes forfaitaires sur les salaires et les taxes sur valeurs locatives ont été recouvrées à hauteur de

10 856 000 000 FCFA contre des prévisions arrêtées à 8 525 000 000 FCFA, soit un taux de recouvrement de 127%.

Ce recouvrement ne concerne que les Taxes forfaitaires sur les salaires, les autres taxes n'ayant pas fait l'objet d'une évaluation. Le Tableau ci-dessous présente l'évolution des recouvrements des taxes sur le salaire des années 2014 et 2015.

Tableau N° 20 : Évolution de recouvrements des taxes sur les salaires (en millions de FCFA)

Nature des taxes	**Exercice 2014**			**Exercice 2015**		
Taxes sur les salaires	**Prévisions**	**Recouv.**	**Taux**	**Prévisions**	**Recouv.**	**Taux**
Taxes Patronales et d'apprentissage	-	-	-	-	-	-
Taxes forfaitaires sur les salaires	9 064	11 322	125%	8 525	10 856	127%
Taxes sur valeurs locatives	-	-		-	-	
TOTAL	**9 064**	**11 322**	**125%**	**8 525**	**10 856**	**127%**

Source : LFR 2014 et 2015, compte de gestion 2014 et 2015

d. Impôts sur la Propriété

Constitués des prélèvements sur le patrimoine et des prélèvements en capital, les impôts sur la propriété ont été arrêtés par la LFR 2015 à la somme de 30 596 000 000 FCFA soit un montant inférieur à celui de l'exercice précédent (2014) qui était de 43 999 000 000 FCFA

Le tableau ci-après montre l'évolution des impôts sur la propriété sur les années 2014 et 2015.

Tableau N° 21 : Évolution des Impôts sur la propriété (en millions de FCFA)

Impôts sur la propriété	**Exercice 2014**			**Exercice 2015**		
	Prévisions	**Recouvre-ments**	**Taux de réalisation**	**Prévisions**	**Recouvre-ments**	**Taux de réalisation**
Prélèvement sur patrimoine	43 999	11 322	26%	30 596	9 703	32%
Prélèvement en capital				22	-	
TOTAL	**43 999**	**11 322**	**26%**	**30 618**	**9 703**	**32%**

Source : LFR 2014 et 2015, compte de gestion 2014 et 2015

e. Taxes sur les biens et services

Les taxes sur les biens et services sont constituées des taxes générales sur ventes, des taxes sur consommations des produits, des taxes sur utilisations des biens mobiliers et immobiliers et les recettes sur exercices antérieurs. La LFR 2015 a prévu 87 012 000 000FCFA contre 92 088 000 000FCFA en 2014. Elles sont recouvrées respectivement à hauteur de 68% en 2015 et 83% en 2014.

L'évolution des recouvrements des taxes sur les biens et services des années 2014 et 2015 est retracée dans le tableau ci-dessous.

Tableau N°22 : Les taxes sur biens et services (en millions de FCFA)

Taxes sur biens et services	Exercice 2014			Exercice 2015		
	Prévisions	Recouvre-ments	Taux de réalisation	Prévision	Recouvre-ments	Taux de réalisation
Taxes générales sur ventes	86 982	72 653	83%	77 313	53 896	70%
Taxes sur consommations des produits	1738	1 754	101%	5 383	2 296	43%
Taxes sur utilisations des biens mob. Et immob	3 368	1 719	51%	4 316	3 026	70%
Recettes sur exercices antérieures				-		
TOTAL	**92 088**	**76 126**	**83%**	**87 012**	**59 218**	**68%**

Source : LFR 2014 et 2015, compte de gestion 2014 et 2015

f. Impôts sur le commerce international

Les impôts sur le commerce international comprennent les droits d'importation, les autres taxes à l'importation, les droits d'exportation et les taxes des années antérieures. Prévus pour un montant de **148 362 millions FCFA** en 2015, ils ont été recouvrés à hauteur de **85 650 millions,** soit un taux de recouvrement de **58%.**

Observations n°02 : Concernant les prévisions des recettes sur le commerce international, la Chambre des Comptes constate des montants différents sur le compte administratif et le compte de gestion. Alors que le compte administratif prévoit 669 millions FCFA au titre des Autres taxes à l'importation, le compte gestion en prévoit 12 032 millions de FCFA.

Eu égard à cette discordance, la Chambre demande au Ministre des Finances de clarification.

Réponse du MFB

Le montant de 12 032 millions de FCFA concernant « autres taxes à l'importation » est celui du tableau de développement des recettes contenu dans la LFR 2015 donc le compte administratif en tiendra compte pour être en adéquation avec le compte de gestion.

La Chambre des Comptes prend acte des éléments de réponses du MFB confirmant ses observations. Par conséquent, elle maintient sa recommandation et demande aux techniciens du MFB d'effectuer leur travail avec rigueur et professionnalisme.

Tableau N°23 : Évolution des recouvrements des impôts sur le commerce international (en millions de FCFA)

Impôts sur le commerce international	Exercice 2014			Exercice 2015		
	Prévisions	Recouvre-ments	Taux de réalisation	Prévisions	Recouvre-ments	Taux de réalisation
Droits d'importation	96 256	113 625	118%	142 290	71 376	**50%**
Autres taxes à l'importation	44	2 174	4941%	669	372	**56%**
Droits d'exportation	18 512	16 203	88%	5 403	12 377	**229%**
Recettes sur exercices antérieures	-	423		-	1 525	
TOTAL	**114 812**	**132 425**	**115%**	**148 362**	**85 650**	**58%**

Source : LFR 2014 et 2015, compte de gestion 2014 et 2015

g. Autres recettes fiscales

Les autres recettes fiscales, composées des droits de timbres, des recettes affectées, des recettes fiscales à classer et des recettes sur exercices antérieurs ont connu un net recul en 2015 par rapport à l'année 2014.

En effet, le montant des prévisions de ces recettes en 2014 est fixé à 27 540 000 000 FCFA et le recouvrement à plus 121% (33 285 000 000 FCFA) alors que les recouvrements de l'exercice 2015 n'ont été que de 25%.

Le tableau ci-dessous présente l'évolution des autres recettes fiscales.

Tableau N° 24 : Évolution des autres recettes fiscales (en million FCFA)

Les autres recettes fiscales	Exercice 2014			Exercice 2015		
	Prévisions	Recouvre-ment	Taux de réalisation	Prévisions	Recouve-ment	Taux de réalisation
Droits des timbres				1 564	2 210	141%
Recettes affectées				33 190	6 565	19%
Recettes fiscales à classer				-	-	
Recettes sur exercices antérieures				-	-	
TOTAL	**27 540**	**33 285**	**121%**	**34 754**	**8 775**	**25%**

Source : LFR 2014 et 2015, compte de gestion 2014 et 2015

Observations n°03 : La Chambre des Comptes constate au titre des autres recettes fiscales que les montants des prévisions au niveau du compte administratif sont de 27 253 millions FCFA, par contre dans le compte de gestion ils sont de 27 540 millions FCFA soit une différence de 287 millions de FCFA.

Réponse du MFB

C'est plutôt 35 464 millions dans le compte administratif et 34 754 millions dans le compte de gestion soit une différence de 710 millions mais le bon montant est celui du compte de gestion.

La Chambre des Comptes prend acte de la réponse convaincante du MFB. Néanmoins, elle demande au MFB de prendre les dispositions nécessaires pour harmoniser le bon chiffre dans les deux comptes.

h. Recettes non fiscales

La LFR 2015 a prévu les recettes non fiscales pour **209 510 770 000 FCFA** contre 605 460 000 000 FCFA dans la LFR 2014, soit une diminution de 395 949 000 000 FCFA.

Le recouvrement de ces recettes se chiffre à de **112 138 000 000 FCFA soit 54% des prévisions**.

Le tableau ci-après présente la situation de recouvrement des recettes non fiscales dans toutes ses composantes.

Tableau N°25 : Évolution des recouvrements des recettes non fiscales (en millions de FCFA)

Les non recettes fiscales	Exercice 2014			Exercice 2015		
	Prévisions	Recouvre-ments	Taux de réalisation	Prévisions	Recouvre-ments	Taux de réalisation
Revenus de la propriété	3 306	2 112	64%	4 728	1 640	35%
Droits et Frais adm. Et VNI	597 470	289 850	49%	191 913	102 868	54%
Autres recettes non fiscales	4 684	343 279	7329%	12 870	7 630	59%
TOTAL	**605 460**	**635 241**	**105%**	**209 511**	**112 138**	**54%**

Source : LFR 2014 et 2015, compte de gestion 2014 et 2015

i. Revenus de la propriété

Les revenus de la propriété sont constitués des droits de propriété sur les entreprises et des droits de propriété sur les autres agents économiques.

Prévu pour un montant de 4 728 000 000 FCFA dans la LFR, les revenus de la propriété ont été recouvrés pour 1 639 000 000 FCFA soit un taux de recouvrement de 35%.

Le tableau ci-après présente l'évolution des revenus de la propriété sur les deux années 2014 et 2015

Tableau N°26 : Évolution des recouvrements des revenus de la propriété (en millions de FCFA

Revenus de la propriété	Exercice 2014			Exercice 2015		
	Prévisions	Recouvre-ments	Taux de réalisation	Prévisions	Recouvre-ments	Taux de réalisation
Revenus de droits de propriété sur les entreprises	654	526	80%	1 900	392	21%
Revenus de droits de propriété sur les autres agents	2 652	1 586	60%	2 828	1 248	44%
TOTAL	**3 306**	**2 112**	**64%**	**4 728**	**1 640**	**35%**

Source : LFR 2014 et 2015, compte de gestion 2014 et 2015

On notera que les recouvrements des revenus de la propriété en 2015 ont connu une nette régression par rapport à la gestion 2014 (35% contre 64% en 2014)

j. Droits et frais administratifs et ventes non industrielles

Les droits et frais administratifs, les ventes non industrielles et les recettes sur exercices antérieurs ont été recouvrés en 2015 à hauteur de 102 869 millions FCFA, soit 54% des prévisions. On note une avancée appréciable par rapport à l'exercice 2014 où le taux de recouvrement était de 5%.

Le tableau ci-dessous présente la situation des droits et frais administratifs, les ventes non industrielles et les recettes sur exercices antérieurs sur les deux années.

Tableau N°27 : Évolution des recouvrements des droits et frais administratifs et ventes non industrielles (en millions de FCFA)

Droits et Frais administratifs et ventes non industrielles	**Exercice 2014**			**Exercice 2015**		
	Prévisions	**Recouvre-ments**	**Taux de réalisation**	**Prévisions**	**Recouvre-ments**	**Taux de réalisation**
Droits et Frais adm du Trésor	584 237	28 461	5%	164 229	92 770	56%
Ventes non industrielles	13 233	524	4 %	10 370	10 099	97%
Recettes sur exercices antérieurs				17 314	-	0%
TOTAL	**597 470**	**28 985**	**5%**	**191 913**	**102 869**	**54%**

Source : LFR 2014 et 2015, compte de gestion 2014 et 2015

k. Autres recettes non fiscales

Les autres recettes non fiscales ont connu une situation exceptionnelle en 2014 où les recouvrements étaient de7329% des prévisions (343 279 000 000FCFA de recettes perçues contre des prévisions de 4 684 000 000 FCFA). Par contre le recouvrement de ces recettes pendant l'exercice 2015 n'est que de 7 630 millions de FCFA contre des prévisions 12 870 millions de FCFA soit un taux d'exécution de 59%.

Le tableau ci- après présente l'évolution des recouvrements des autres recettes non fiscales.

Tableau N° 28 : Évolution de recouvrements des autres recettes non fiscales (en millions de FCFA)

Autres recettes non fiscales	**Exercice 2014**			**Exercice 2015**		
	Prévisions	**Recouvrements**	**Taux de réalisation**	**Prévisions**	**Recouvrements**	**Taux de réalisation**
Amendes et confiscations	338	204	60%	253	264	104%
Autres recettes non fiscales	4 346	343 075	7894%	12 617	6 034	48%
Recettes non fiscales à classer				-	1 332	
TOTAL	**4 684**	**343 279**	**7954%**	**12 870**	**7 630**	**59%**

Source : LFR 2014 et 2015, compte de gestion 2014 et 2015

II.4. Situation des restes à recouvrer

Au 31 décembre 2014, le total des restes à recouvrer se chiffre à **140 820 000 000** FCFA et se décompose comme suit :

- impôts directs sur rôles (impôts sur les sociétés et impôts sur les revenus) : 49 600 000 000 FCFA ;
- Autres contributions directes (Taxes sur les biens et services et taxes forfaitaires) : 77 727 000 000 FCFA ;
- Droits des douanes : 2 211 000 000 FCFA ;
- Taxe sur la valeur ajoutée : 10 629 000 000 FCFA ;
- Impôt général libératoire : 653 000 000 FCFA.

Observations n°04 : Ces montants sont repris au début de l'exercice 2015 pour un montant total de 140 804 000 000 FCFA soit une différence de 16.000.000 FCFA. Cette différence est due au report des droits de douanes 2 201 000 000 FCFA au lieu de 2 211 000 000 FCFA.

La Chambre des Comptes demande des explications nécessaires sur ce point et attire l'attention du TPG sur le respect du principe de l'intangibilité du bilan d'ouverture et de clôture.

Réponse du MFB :

Une erreur matérielle due à l'applicatif de la balance générale des comptes. Une correction sera opérée et des efforts d'apurement de ces restes à recouvrer seront déployés.

La Chambre des Comptes n'est pas satisfaite de la réponse du MFB. Par conséquent, elle maintient ses observations et demande au TPG de prendre les dispositions nécessaires pour corriger la différence de 16.000.000 FCFA due au report des droits de douanes 2 201 000 000 FCFA au lieu de 2 211 000 000 FCFA.

Les restes à recouvrer des années antérieures (140 704 - 4 445) millions FCFA selon le Compte de gestion du TPG, ajoutés aux prises en charge des émissions et des recouvrements des impôts et taxes de l'exercice 2015 (41 866 millions de FCFA) laisse dégager des restes à recouvrer de 178 225 000 000 FCFA soit un écart négatif de 37 423 000 000 FCFA traduisant ainsi une augmentation des restes à recouvrer d'environ 21%.

Observations n°05 : la Chambre des Comptes constate une augmentation des restes à recouvrer de 21% par rapport à l'exercice 2014.

Elle recommande au Ministre des Finances d'accorder une attention particulière au recouvrement des restes à recouvrer des recettes publiques.

Réponse du MFB

Cela est dû aux ralentissements des activités économiques, conséquence de la baisse du prix du baril de pétrole qui a affecté toute l'économie du pays. Les contribuables ont été fortement affectés.

Le Ministre prend acte de cette recommandation, l'attention particulière sera accordée non seulement aux restes à recouvrer mais au recouvrement en général des recettes publiques.

La Chambre des Comptes prend acte de l'engagement pris par le MFB. Par conséquent, elle exhorte le MFB de faire les diligences nécessaires afin de résorber ces restes à recouvrer.

Tableau N°29 : Analyse des restes à recouvrer par nature d'impôts de l'exercice 2015 (en millions de FCFA)

Nature d'impôts	Prise en charge de l'exercice	Recouvrement de l'exercice	Restes à recouvrer de l'exercice	Taux d'exécution
Impôts directs sur rôle	238 839	229 586	9 253	96%
Autres contributions directes	82 373	52 442	29 931	64%
Droits de douanes	89 919	89 447	472	99 ,5%
Taxe sur valeur ajoutée	45 913	43 703	2 210	95%
Impôt général libératoire	2 475	2 475	-	
Total	**459 519**	**417 653**	**41 866**	**91%**

Source : Balance générale du Trésor 2015 et Compte de Gestion 2015

Il ressort du tableau ci-dessus que le montant des restes à recouvrer de 2015 est de 41 866 millions de FCFA représentant 9% des prises en charges de l'exercice.

III. DEPENSES

III.1. Prévisions et exécutions des dépenses

III.1.1 : Prévisions des dépenses

La loi des finances initiale n° 001/PR/2015 du 05 janvier 2015 portant budget général de l'État 2015 a arrêté les dépenses publiques prévisionnelles à **1 696 455 470 000** FCFA contre **1 519 229 356 000** FCFA de recettes budgétaires, soit un déficit prévisionnel initial de **117 226 114 000** FCFA représentant **12%** de recettes prévisionnelles.

La loi n°022/PR/2015 du 01 juin 2015 portant rectificatif de la loi 001/PR/2015 du 05 janvier 2015 a revu en baisse le montant des dépenses publiques à la somme de **1 506 744 441 000** FCFA, et celui des recettes budgétaires à **1 093 881 441 000** FCFA portant le déficit budgétaire prévisionnel à **412 863 000 000** FCFA, soit **38%** contre **01,76%** en 2014.

Ce déficit sera financé en partie par des ressources extérieures dans le cadre du programme appuyé par la Facilité Élargie des Crédits.

Les autorisations applicables aux dépenses courantes ont augmenté de **50 000 000 000** FCFA alors que celles applicables aux dépenses en capital ont diminué de **239 711 030 000** FCFA.

Ces autorisations rapportées au total des crédits remaniés représentent respectivement 51,10% et 48,90%.

Tableau N°30 : Répartition des dépenses de l'exercice 2015

TITRE	NOMENCLATURE	LFI 2015	LFR 2015	ECARTS	
				Absolus	En %
	DEPENSES COURANTES	**719 979 448 000**	**769 979 448 000**	**50 000 000 000**	
I	Charges de la dette publique	44 138 656 000	44 138 656 000	-	
II	Dotation des pouvoirs publics	436 846 374 000	436 846 374 000	-	
III	Interventions de l'État et	238 994 418 000	288 994 418 000	**50 000 000 000**	
	DEPENSES EN CAPITAL	**976 476 022 000**	**736 764 992 000**	**- 239 711 030 000**	**- 25%**
IV	Dotations aux	344 402 551 000	264 402 551 000	**- 80 000 000**	**-**
V	Équipements,	632 073 471 000	472 362 441 000	**- 159 711 030**	**- 25%**
TOTAL		**1 696 455 470 000**	**1 506 744 440 000**	**- 189 711 030**	**- 11%**

Source LFI et LFR 2015

Globalement, le budget général de l'État remanié a connu une baisse de 11%. Sont affectées par cette baisse essentiellement les dépenses en capital (25%) et en particulier les dotations aux amortissements de la dette publique rétrocédée et non rétrocédée (23%) et les Équipements, Investissements et transfert en capital (25%). Par contre, les interventions de l'État et les transferts courants ont connu une hausse de 21%.

Observations n°06 : La Chambre des Comptes constate que les crédits affectés aux investissements (736 764 992 000 FCFA) sont inférieurs à ceux des dépenses de fonctionnement (769 979 448 000 FCFA) ; ce qui est contraire aux bonnes pratiques qui recommandent que les dépenses d'investissement soient supérieures aux dépenses de fonctionnement.

Réponse du MFB

L'année 2015 est le début de la crise financière conjoncturelle, l'effort a été consacré à la masse salariale. Ce qui a fait augmenter les dépenses de fonctionnement au détriment de celles relatives aux investissements.

La Chambre des Comptes prend acte de la réponse du MFB.

- **Évolution des dépenses publiques pour les périodes 2013, 2014 et 2015**

Tableau N°31 : Évolution des prévisions des dépenses publiques 2013-2015 (en million FCFA)

Nomenclature	2013 (I)	2014 (II)	2015 (III)	Écart % (I-II)	Écart % (II-III)
DEPENSES ORDINAIRES	**834 077**	**822 358**	**769 978**	**-1,41**	**-6,37**
I. Charge de la dette	35 797	49 740	44 138	38,95	-11,26
II. Dotation des pouvoirs publics	473 387	472 505	436 846	-0,19	-7,55
III. Subventions et Transferts courants	324 893	300 113	288 994	-7,63	-3,70
DEPENSES EN CAPITAL	**987 633**	**1 055 382**	**736 764**	**6,86**	**-30,19**
IV. Dotation aux amortissements	150 776	308 190	264 402	104,40	-14,21
V. Équipements et investissements	836 857	747 192	472 362	-10,71	-36,78
TOTAL GENERAL	**1 821 710**	**1 877 740**	**1 506 744**	**3,08**	**-19,76**

Source : LFR 2013,2014 et 2015

Les prévisions des dépenses de l'exercice 2015 sont en nette régression par rapport à celles des deux exercices antérieurs (2013 et 2014). Alors que les dépenses en 2014 se sont accrues de 3% par rapport à celles de 2013, celles de 2015 ont baissé de près de 20% par rapport à l'exercice 2014.

III.1.2. Exécution des dépenses en 2015

III.1.2.1. Ordonnancements

Les dépenses ordonnancées au titre de l'exercice 2015 se chiffrent à **1 063 732 486 462** FCFA. Rapportées au montant du budget général remanié de 1 506 744 441 000 FCFA, ces ordonnancements représentent **70,60%**. Les crédits non ordonnancés sont de l'ordre de **443 011 954 538** FCFA soit **29,40%** des prévisions révisées.

Tableau N°32 : Prévisions révisées et Ordonnancement des dépenses (en millions FCFA

LIBELLE	LFR 2015	ORDONNANCEMENTS	Taux
Charge de la dette publique	44 139	23 191	52,54
Dotation des pouvoirs publics	436 846	415 621	95,14
Subventions et transfert courants	288 994	234 970	81,31
Dotation aux amortissements	264 403	178 487	67,51
Investissements	472 362	211 463	44,77
TOTAL	1 506 744	1 063 732	70,60

Source : LFR 2015 et Compte administratif 2015

NB : Les ordonnancements de 1 063 732 millions FCFA n'ont pas inclus le montant des financements extérieurs.

Le montant des prises en charge pour l'exercice 2015 selon le compte de gestion le TPG et le projet de Loi de Règlement est de 1 740 663 millions FCFA dont 1 251 527 millions FCFA au titre de l'exercice 2015 et 489 136 millions FCFA au titre des exercices antérieurs. Par contre, le montant de 1 251 527 millions FCFA est la somme des dépenses ordonnancées de l'exercice (1 063 732 millions FCFA) et des dépenses relatives aux financements extérieurs (187 800 millions FCFA) gérées au niveau du Ministère en charge du Plan et de l'Économie.

Observations n°07 : La Chambre des Comptes constate que les restes à payer arrêtés au 31/12/2014 (487 563 millions FCFA) ne sont pas fidèlement repris dans le Compte de gestion de 2015 (489 136 millions FCFA) et ceci en violation du principe de l'intangibilité du bilan.

A cet effet, la Chambre des Comptes demande des explications.

Réponse du MFB

C'est une erreur matérielle de reprise manuelle due à l'applicatif de la balance générale des comptes qui sera corrigée sur les prochains comptes de gestion.

La Chambre des Comptes trouve la réponse du MFB non convaincante. Par conséquent elle maintient ses observations et demande au MFB de prendre les dispositions nécessaires pour corriger les reprises de solde des exercices 2015 et suivants.

Tableau N° 33 : Prévisions révisées et Ordonnancements prises en charge (en millions FCFA)

Titre	Nomenclature	Prévisions remaniés	Ordonnancement	Écarts	
				Absolus	Relatifs %
	DEPENSES ORDINAIRES	**769 979**	**673 748**	**96 231**	**12**
I	Charge de la dette publique	44 139	23 189	20 950	47
II	Dotation des pouvoirs publics	436 846	415 635	21 211	5
III	Subventions et transferts	288 994	234 924	54 070	19
	DEPENSES EN CAPITAL	**736 765**	**577 779**	**158 986**	**22**
IV	Dotations aux amortissements	264 403	178 487	85 916	32
V	Équipements/investissements	472 362	399 292	73 070	15
Total		**1 506 744**	**1 251 527**	**255 217**	**17**

Source : LFR 2015 et Compte de gestion 2015

Le montant des prises en charges de l'exercice représente **83%** des prévisions budgétaires.

Les données relatives à l'exécution (ordonnancements) des différents budgets ainsi que les écarts relevés sont retracés dans le tableau suivant :

<u>Tableau N°34</u> : Développement des dépenses globales prévues et ordonnancées de l'exercice 2015

N°	Départements	Budget Général	Total des dépenses	Écarts (1-2)	Rapport
1	Présidence	15 745 833 000	17 641 229 298	- 1 895 396 298	
2	Primature	3 977 697 000	3 310 854 552	666 842 448	
3	Assemblée Nationale	18 512 000 000	14 148 121 025	4 363 878 975	
4	H.C.C	497 880 000	465 162 701	32 717	
5	Cour Suprême	999 247 000	1 970 158 124	- 970 911	
6	Conseil Constitutionnel	437 215 000	467 487 550	- 30 272	
7	Plan Econo et Coop Inter	13 308 653 000	1 487 926 682	11 820 726 318	
8	Information et communic	5 141 485 000	2 028 205 241	3 113 279 759	
9	Affaires Étrangères	11 446 683 000	11 660 317 879	- 213 634	
10	Finances et Budget	382 046 560 130	262 136 342 791	119 910 217 339	
11	Fonction publique	1 316 686 000	1 439 318 857	- 122 632	
12	Justice	6 046 895 000	6 299 140 949	- 252 245	
13	Administration du territoire	80 223 814 000	50 177 264 766	30 046 549 234	
14	Défenses Nationale	100 682 854 000	94 867 691 493	5 815 162 507	
15	Enseignement primaire	127 936 972 000	118 117 275 148	9 819 696 852	
16	Santé Publique	83 103 752 000	56 414 883 358	26 688 868 642	67,88
17	Action sociale, Famille,	11 025 143 500	6 654 823 891	4 370 319 609	
18	Agriculture et Irrigation	93 825 703 870	57 281 009 310	36 544 694 560	
19	Développement pastoral-P.	58 373 145 000	9 694 401 231	48 678 743 769	
20	Commerce et Industrie	12 584 978 000	11 192 368 931	1 392 609 069	
21	Mines et Géologie	-	-		
22	Infrastructures et	245 039 075 000	157 801 670 399	87 237 404 601	
23	Jeunesse et sports	8 265 211 000	7 613 845 949	651 365 051	
24	Tourisme et Artisanat	°	-		
25	Postes et nouvelles	4 028 384 000	2 504 612 334	1 523 771 666	
26	Environnement et	-	-		
27	Enseignement supérieur	23 737 939 000	21 562 059 924	2 175 879 076	
28	SGG	3 697 359 000	3 154 032 835	543 326 165	
29	Médiature	652 552 000	739 439 862	- 86 887	
30	Haute Cour de Justice	261 601 000	72 812 824	188 788 176	
31	Aménagement du Territoire	15 826 684 000	2 492 615 059	13 334 068 941	
32	Sécurité Publique				
33	Énergie et Pétrole	22 701 929 000	3 676 559 688	19 025 369 312	
35	Assainissement public	1 482 661 000	1 100 835 749	381 825 251	
36	Droit de l'Homme	-	-		

N°	Départements	Budget Général	Total des dépenses	Écarts (1-2)	Rapport
37	Culture	-	-		
38	Hydraulique Urbaine et	-	-		
39	Micro-Crédits	-	-		
40	Conseil Eco et Social	649 885 000	8 340 327 771	- 7 690 442 771	1
41	Enseignement secondaire	-	-		
42	Formation Prof. Arts et				
43	Transports et Aviation	-	-		
44	PME				
47	Cour des Comptes	4 803 000 000	3 825 000 000	978 000 000	
88	Dépenses Communes	148 364 964 500	123 394 716 291	24 970 248 209	
	TOTAL	**1 506 744 441 000**		**443 011 928 538**	**70,60**

Source : Compte administratif 2015

Le taux d'ordonnancement global est de 70,60% des prévisions budgétaires.

Les ordonnancements des institutions et départements ministériels tels que ceux de la Présidence, de la Cour Suprême, du Conseil Constitutionnel, Ministère des Affaires Étrangères, Ministère de la fonction publique, Ministère de la Justice, la Médiature et le Conseil Économique et Social ont été effectués en dépassement des autorisations budgétaires.

Par contre, les Ministères du Plan et de la Coopération, la Haute Cour de Justice, l'Aménagement du Territoire, l'Énergie et le Pétrole présentent un taux d'ordonnancement très faible (inférieur à 20%).

Observations n°08 : La Chambre des Comptes constate que les chiffres relatifs aux budgets révisés et ordonnancés du Conseil Constitutionnel, du Conseil Économique et Social et de la Cour des Comptes n'ont pas été repris fidèlement dans le tableau récapitulatif général transmis par l'ordonnateur.

En raison de ces discordances entre les différents chiffres relevés dans le compte administratif, il est demandé à l'ordonnateur du Budget général de l'État de faire concorder les chiffres du tableau de développement des dépenses relatifs à l'ordonnancement avec ceux figurant sur les fiches du compte administratif affectées à chacun de ces trois départements.

Réponse du MFB

Une fois encore, en raison d'une erreur matérielle de reprise manuelle des dotations à ces trois institutions en fonds spéciaux de montants respectifs de 14 400 000 FCFA, 36 000 000 000 FCFA et 22 000 000 000 FCFA n'ont pas été prises en compte, ainsi que les montants ordonnancés de 14 400 000, 9 000 000 et 22 000 000 FCFA.

La Chambre des Comptes trouve que la réponse du MFB n'est pas convaincante. Elle réitère sa recommandation et demande au MFB de corriger cette erreur dans les meilleurs délais.

III.1.2.2. Paiements

Les paiements totaux s'élèvent à **1 385 534 000 000 FCFA** et se répartissent entre l'exercice courant 2015 pour **982 882 000 000 FCFA**[4] (70,94%), les exercices antérieurs pour **258 129 000 000** FCFA (18,63%) et les paiements avant ordonnancement pour **144 523 000 000** FCFA (10,43%).

Il résulte que les paiements effectués sur les dépenses de l'exercice 2015 sont de **1 127 405 000 000** FCFA dont **144 523 000 000** FCFA sans ordonnancement.

Par ailleurs, les financements extérieurs, bien que n'étant pas gérés par le TPG sont pris en compte dans le Compte de gestion.

Observations n°09 : La Chambre des Comptes constate que :

1. **le niveau des ordonnancements (70,60%) ne constitue pas un indicateur appréciable de l'exécution des prévisions. Ce taux d'ordonnancement est en nette régression par rapport à celui de la gestion 2014 situé à 91,81% ;**
2. **les ordonnancements de l'exercice 2015 sont payés à hauteur de 92%. Ce niveau de paiement engendre comme par le passé un accroissement des arriérés tant intérieurs qu'extérieurs ;**
3. **la pratique des paiements avant et sans ordonnancement régulièrement utilisée et au regard de l'importance des paiements (95 069 000 000 FCFA en 2013, 105 170 000 000 FCFA en 2014, et 144 523 000 000 FCFA en 2015) est contraire à l'orthodoxie budgétaire.**

En effet, au regard de la règlementation en vigueur, notamment le Décret portant Règlement Général sur la Comptabilité Publique et la LOLF, les paiements ne sont effectués que sur la base d'un titre établi après engagement, liquidation, ordonnancement et prise en charge.

Aussi, la Chambre des Comptes demande à nouveau des explications sur la persistance de cette pratique.

Réponse du MFB

La baisse du taux des ordonnancements a pour fondement la tension de trésorerie liée au début de la crise financière.

De même, la plupart de ces dépenses avant ordonnancement ont des liens avec la sécurité intérieure et extérieure.

[4] En effet, suite à une erreur de calcul, le montant des paiements des dépenses relatives au titre III « intervention de l'Etat, Subventions et Transferts »est de 124 200 millions FCFA et non 118 504 millions FCFA.

La Chambre des Comptes trouve que la réponse du MFB n'est pas convaincante. Par conséquent, elle maintient ses observations et demande au MFB de respecter l'orthodoxie budgétaire et procéder à la régularisation des dépenses avant et sans ordonnancement dans les meilleurs délais.

Les données relatives aux montants des ordonnancements pris en charge et aux paiements sont retracées dans les tableaux ci-dessous.

Tableau N°35 : Situation des ordonnancements pris en charge et des paiements (en millions FCFA)

Titre	Nomenclature	Ordonnancement	Paiements (2)	Écarts (1) _ (2)	
				Absolu	Taux
	DEPENSES ORDINAIRES	**673 748**	**546 453**	**127 295**	**19**
I	Charge de la dette publique	23 189	20 536	**2 653**	**11.44**
II	Dotation des pouvoirs publics	415 635	404 760	**10 875**	**3**
III	Subventions et transferts courants	234 924	124 200	**110 724**	**47**
	DEPENSES EN CAPITAL	**577 779**	**430 733**	**147 046**	**25**
IV	Dotations aux amortissements	178 487	167 398	**11 089**	**6**
V	Équipements/investissements	399 292	263 335	**135 957**	**34**
	TOTAUX GENERAUX	**1 251 527**	**982 882**	**271 298**	**22**

Source : Compte de gestion 2015

III.2. Analyse comparée du compte administratif (CA) et du compte de gestion (CG), exercice 2015

La comparaison entre le Compte Administratif (1 063 733 millions FCFA) et le Compte de Gestion (1 251 527 millions FCFA) dégage un solde de 187 794 millions FCFA correspondant approximativement au montant des financements extérieurs qui ne sont assignés sur la caisse du TPG.

La comparaison de ces deux comptes est retracée dans le tableau ci-dessous.

Tableau N°36 : Comparaison entre le Compte Administratif et le Compte de Gestion, exercice 2015 (en millions FCFA)

TITRE	NOMENCLATURE	COMPTE	COMPTE DE	ECARTS
	DEPENSES ORDINAIRES	**673 782**	**673**	**34**
I	Charge de la dette	23 190	23	1
II	Dotation des pouvoirs publics	415 622	415	-13
III	Transfert	234 970	234	46
	DEPENSES EN CAPITAL	**389 951**	**577**	**187 828**
IV	Principal de la dette	178 487	178	0
V	Investissement-Équipement	211 464	399	187 828
	TOTAL	**1 063 733**	**1 251 527**	**187 794**

Source : Compte de gestion 2015 et Compte administratif 2015

Les prévisions révisées, les ordonnancements, les prises en charge et les paiements sont présentés dans le tableau récapitulatif ci-dessous.

Tableau N°37 : situation des prévisions révisées, des ordonnancements, des prises en charge et des paiements.

NATURE	Montant prévisions	Ordonnancements	Prises en charge des ordonnancements	Paiements			
				Dépenses ordonnancées	Avant et sans ordonnancemen	Exercices antérieurs	Total paiements
DEPENSES COURANTES	769 979 448 000	673 781 898 406	673 748 000 000	552 149 000 000	50 104 000 000	53 142 000 000	655 395 000 000
CHARGE DE LA DETTE	44 138 656 000	23 190 511 163	23 189 000 000	20 536 000 000		455 000 000	20 991 000 000
DOTATION DES POUVOIRS	436 846 374 000	415 621 505 222	415 635 000 000	407 413 000 000	46 865 000 000	23 325 000 000	477 603 000 000
INTERVENTION DE L'ETAT	288 994 418 000	234 969 882 021	234 924 000 000	124 200 000 000	3 239 000 000	29 362 000 000	156 801 000 000
DEPENSES EN CAPITAL	736 764 992 000	389 950 588 056	577 779 000 000	430 733 000 000	94 419 000 000	204 987 000 000	730 139 000 000
DOTATION AUX AMORTISSEMENT	264 402 551 000	178 487 086 184	178 487 000 000	167 398 000 000	78 319 000 000	244 000 000	245 961 000 000
EQUIPEMENT ET INVESTISSEMENT	472 362 441 000	211 463 501 872	399 292 000 000	263 335 000 000	16 100 000 000	204 743 000 000	484 178 000 000
TOTAL	1 506 744 440 000	1 063 732 486 462	1 251 527 000 000	982 882 000 000	144 523 000 000	258 129 000 000	1 385 534 000 000

Source : comptes administratifs et de gestion

Observations n°10 : La Chambre des Comptes fait observer que les prises en charge du TPG d'un montant de 1.251.527.000.000 FCFA ont inclus les financements extérieurs dont le montant se chiffre à 187.828.000.000 FCFA. Par contre, ces financements extérieurs ne sont pas compris dans le montant des ordonnancements d'où la différence constatée sur la ligne Équipements et Investissements entre les PEC (399 292 000 000 FCFA) et les ordonnancements de (211 463 501 872 FCFA).

Réponse du MFB

Les financements extérieurs sont directement décaissés par les bailleurs. Ces dépenses budgétaires sont effectives, par conséquent le compte administratif devrait aussi les prendre en compte comme dépenses ordonnancées.

La Chambre des Comptes prend acte de la réponse du MFB et demande au MFB de prendre en compte les financements extérieurs dans le compte administratif

III.3. Situation des restes à payer

Les restes à payer de l'exercice 2014 sont de 487 563 000 000 FCFA. Ce montant ajouté à celui des prises en charge de l'exercice 2015 de 1 251 527 000 000 FCFA donne, au terme de cet exercice, un total des prises en charge de 1 739 090 000 000 FCFA.

En effet, au regard du principe de l'intangibilité du bilan, les restes à payer de l'exercice 2014 résumé dans le tableau ci-dessous doivent être repris intégralement et fidèlement à l'ouverture de l'exercice 2015.

Tableau n° 38 : les restes à payer de 2014

Titre	Nature des dépenses	Restes à payer de 2014 à reporter
I	**Charges de la dette (intérêts)**	**11 296**
	Intérêts de la dette intérieure	9 240
	Intérêts de la dette intérieure	2 056
II	**Dotations des Pouvoirs publics**	**28 991**
	Dépenses du Personnel civil	8 039
	Dépenses du Personnel civil	1 211
	Fonctionnement civil	11 296
	Fonctionnements militaires	8 515
III	**Interventions de l'État (Sub. Et Transferts)**	**106 748**
	Organismes nationaux	103 248
	Organismes Internationaux	1 327
	Bourses	2 173
IV	**Dotations aux amortissements**	**70 906**
	Principal de la Dette intérieure	56 990
	Principal de la Dette extérieure	13 916

Titre	Nature des dépenses	Restes à payer de 2014 à reporter
V	**Équipements –Investissements**	**269 622**
	A-Équipements-invest. sur ressources propres	**269 622**
	Investissements Directs	248 527
	Fonds de Contrepartie	21 095
	Exonérations des marchés publics	0
	B- Équipements-invest. sur ressources extérieures	**0**
	Prêts projets	0
Totaux généraux		**487 563**

Source : Compte de Gestion de 2014

Ainsi, sur le solde antérieur de **487 563 000 000 FCFA**, il est payé un montant de 258 129 000 000 FCFA et il reste donc 229 434 000 000 FCFA à reporter sur l'exercice 2016.

Dès lors qu'il est payé en 2015 la somme 982 882 000 000 FCFA sur 1 251 527 000 000 FCFA des prises en charge il se dégage un solde de **268 645 000 000** FCFA au terme de l'exercice 2015.[5]

Aussi, le montant total des restes à payer à reporter sur l'exercice 2016 est de 229 434 000 000 FCFA + 268 645 000 000 FCFA soit **498 079 000 000 FCFA**.

Observations n°11 : La Chambre des Comptes constate que le bas du tableau de la page 7 intitulé : situation de développement des dépenses et des restes à payer du 01/01 au 31/12/2015 du compte de gestion du TPG comporte des erreurs. Dans la première colonne relative au report des exercices antérieurs, le montant de 21 095 millions de FCFA concerne le report des fonds de contrepartie et non le financement extérieur (cf. tableau n°38 au-dessus).
Par ailleurs, elle constate qu'il est payé 122 771 millions FCFA au titre des arriérés de financement extérieur et des restes à payer de 163 263 millions pour la même rubrique à reporter à l'exercice 2016 alors qu'en 2014 il n'est constaté aucun arriéré relatif au financement extérieur. A cet effet, elle souhaite être éclairée par rapport à ces arriérés du financement extérieur.

En outre, le montant des restes à payer de 2015 de 275 993 000 000 FCFA mentionné dans le compte de gestion comporte une erreur à corriger. Dans la colonne totalisant cette somme, le montant des restes à payer du titre II : dotation des pouvoirs publics de l'exercice est de 10 875FCFA au lieu de 12 527 FCFA.

[5] Le montant des restes à payer arrêté par la Chambre au titre de 2015 se chiffre à 268 645 000 000 alors que dans le compte de gestion il est mentionné 275 993 000 000 FCFA.

Enfin, elle observe qu'il n'a pas été consenti assez d'efforts en matière de règlement des arriérés dont le montant passe de 487 563 000 000 FCFA en 2014 à 498 079 000 000 FCFA. Cette accumulation des restes à payer, reportée d'années en années, ne fait que gonfler les dettes intérieures de l'État et contraindre de manière significative la dynamique économique interne.

Par conséquent, la Chambre demande au Ministre des Finances de prendre des mesures particulières en vue du règlement des restes à payer datant de plus de trois ans.

Réponse du MFB
C'est une erreur matérielle lors de la saisie du compte de gestion qui sera corrigée sur ceux à venir de 2016 par un reclassement. Une ligne, celle de fonds de contrepartie a été omise.

En ce qui concerne ces montants sur les financements extérieurs reportés en 2015, ils sont communiqués par le Ministère (Économie et Plan) en charge de leur gestion et pris en compte par le TPG pour faire l'unité de la comptabilité, sinon il n'est pas responsable de leur gestion.

Enfin, ce manque d'efforts d'apurement du stock des arriérés trouve sa source dans la crise financière persistante en 2015.
Donc, un plan d'action d'apurement de la dette intérieure sera mis en place très bientôt à l'issue de l'audit de la dette en phase d'achèvement.

La Chambre des Comptes prend acte de la réponse du MFB. Cependant, elle demande au MFB de prendre les dispositions nécessaires pour :
- **corriger l'erreur relative à la ligne de fonds de contrepartie qui a été omise ;**
- **accélérer le processus d'adoption du plan d'action d'apurement du stock des arriérés.**

III.4. Analyse détaillées des dépenses

III.4.1. Dépenses globales

Les dépenses du budget 2015, prévues initialement pour 1 696 455 470 000 FCFA furent ramenées à 1 506 744 441 000 FCFA soit une baisse de 189 711 029 000 FCFA en valeur absolue soit un taux de 11,18%.

En exécution de ces autorisations de dépenses, il a été ordonnancé 1 063 732 486 462 FCFA, non compris les financements extérieurs. Ces ordonnancements sont entièrement pris en charge par le Trésorier Payeur Général, auxquels sont ajoutés les financements extérieurs d'un montant de 187 828 000 000 FCFA. Il en résulte que le montant des prises en charges se chiffre à 1 251 527 000 000 FCFA, ce qui représente un taux d'exécution de 83% du montant des autorisations révisées.

Les paiements effectués par le TPG relatifs à l'exercice 2015 se chiffrent à 982 882 000 000 FCFA, soit 92,40% du total des ordonnancements pris en charge.

Sur un total des paiements effectués en 2015 de 1 385 534 000 000 FCFA, 258 129 000 000 FCFA (soit 18,63%) se rapportent aux exercices antérieurs et 144 523 000 000 FCFA (10,43%) aux paiements avant et sans ordonnancements.

Ces paiements avant et sans ordonnancement (144 523 000 000 FCFA) représentent :

- **14,74%** des paiements relatifs à l'exercice 2015 (982 882 000 000 FCFA) :
- **11,55%** du montant total des ordonnancements (1 251 527 000 000 FCFA) ;
- **9,6%** du montant du budget révisé (1 506 744 441 000 FCFA).

Ce dérapage au titre des paiements des dépenses avant et sans ordonnancement concernent :

- les dotations des pouvoirs publics (46 865 000 000 FCFA) (32,43%),
- les dotations aux amortissements de la dette publique, 78 319 000 000 FCFA (54,20%)
- les subventions et transferts, 3 239 000 000 FCFA (2,24%),
- les équipements et investissements, 16 100 000 000 FCFA (11,14%)

III.4.2. Dette Publique

a. Service de la dette publique

La dette Publique comprend la dette intérieure et la dette extérieure. Les prévisions des intérêts relatifs à ces deux types des dettes se chiffrent 44 138 656 000 FCFA en 2015 contre 49 740 000 000 FCFA en 2014 et 35 799 000 000 FCFA en 2013.

Les ordonnancements des charges de la dette intérieure et extérieure, intégralement pris en charge, se chiffrent respectivement à 12 728081 539 FCFA soit 1,20% du total des ordonnancements (1 063 732 486 462) et à 10 462 429 624 FCFA soit 1% du total des ordonnancements.

b. Amortissements de la dette publique

Les prévisions des amortissements (remboursement du principal) de la dette publique se chiffrent **264 402 551 000** FCFA en 2015 contre 308 190 000 000 FCFA en 2014 et 150 776 000 000 en 2013.

Le principal de cette dette publique a été mandaté pour un montant de 178 487 086 184 FCFA dont 154 612 000 000 FCFA pour la dette intérieure et 23 875 000 000 FCFA pour la dette extérieure.

Les paiements au titre de la dette publique sont de 245 517 000 000 FCFA dont **178 487 086 184 FCFA** des ordonnancements au titre de l'année 2015 et 78 319 000 000 FCFA avant et sans ordonnancement.

III.4.3 Dotations des pouvoirs publics (Dépenses de fonctionnement)

Les dépenses de fonctionnement regroupent les dépenses du personnel civil et militaire ainsi que celles des biens et services civiles et militaires.

Prévues pour un montant de **436 876 375 000** FCFA (contre 475 736 000 000 FCFA en 2014 et 473 387 000 000 FCFA en 2013), ces dépenses de fonctionnement ont été ordonnancées à hauteur de **415 621 505 222** FCFA soit, **95,13%** (contre 451 142 000 000 FCFA en 2014, soit 94,83%) Elles ont été totalement prises en charge et payées à hauteur de 454 278 000 000 FCFA dont 46 865 000 000 FCFA avant et sans ordonnancement.

III.4.4 Interventions de l'État (Subventions et transferts)

Les interventions de l'État concernent les dépenses relatives aux organismes nationaux, aux organismes internationaux et aux bourses.

Prévues pour un montant de **288 994 418 000** FCFA, ces dépenses ont été ordonnancées à hauteur de **234 969 909 021** FCFA. Les prises en charge par le Trésorier Payeur Général se chiffrent à 234 924 000 000 FCFA.

Le total des prises en charge en 2015, exercice courant (234 924 000 000 FCFA) et exercice antérieur (108 321 000 000 FCFA), se chiffre à **343 245 000 000** FCFA.

Les paiements effectués sur ces dépenses s'élèvent à **156 801 000 000 FCFA** dont **124 200 000 000** FCFA pour l'exercice 2015, **29 362 000 000 FCFA** pour l'exercice antérieur et **3 239 000 000 FCFA** de paiement avant et sans ordonnancement préalable.

III.4.5 Équipements-Investissements

Le volet Équipements-Investissements comprend deux parties :

- Les Équipements-Investissements sur ressources propres, composées des investissements directs et des fonds de contrepartie ;
- Les Équipements-Investissements sur ressources extérieures, composée des dons-projets et prêts-projets.

Les prévisions des Équipements-Investissements en 2015 se chiffrent à 472 362 441 000 FCFA.

Les prises en charge des ordonnancements des équipements et investissements sur les ressources propres de l'État se chiffrent à **459 991 000 000** FCFA dont **211 464 000 000** FCFA (45,97%) pour l'exercice courant et 248 527 000 000 FCFA (54,03%) pour l'exercice antérieur.

Les paiements des dépenses afférentes à ce volet sont de l'ordre de **176 866 000 000 FCFA** dont **75 507 000 000 FCFA** (42,69%) pour l'exercice 2015, **85 259 000 000 FCFA** (48,21%)

pour l'exercice antérieur et **16 100 000 000 FCFA** (9,1%) des paiements avant et sans ordonnancement.

Il se dégage des restes à payer de 299 225 000 000 FCFA, soit 65,05% du total des prises en charge.

III.4.6 Exécution du budget sur ressources extérieures

La mise en œuvre du Plan National de Développement nécessite des ressources importantes qui sont reparties entre plusieurs départements ministériels. La programmation budgétaire est pluriannuelle. Elle inclut la période de 2013 à 2015. L'enveloppe de ce plan est estimée à **3 726 790** 000 000 FCFA que les partenaires se sont engagés à couvrir à hauteur de 53,4%.

Les prévisions pour l'exercice 2015 sont arrêtées à 216 352 671 000 FCFA contre 191 991 000 000 FCFA en 2014 et 244 707 000 000 FCFA en 2013.

Le total des paiements en 2015 se chiffre à 307 312 000 000 FCA dont 187 828 000 000 FCFA au titre de l'exercice en cours et 119 484 000 000 FCFA au titre de l'exercice antérieur.

IV. INTERVENTIONS DE L'ETAT & TRANSFERTS COURANTS ET COMPTES FINANCIERS

IV.1. INTERVENTIONS ET TRANSFERTS COURANTS

Prévues dans la LFI pour un montant de **238 994 417 500** FCFA, les interventions et transfert courants ont été remaniés dans la LFR à hauteur de **288 994 418 000** FCFA soit une augmentation de 50 000 000 000 FCFA représentant un taux de 20,92%.

Ce montant rectifié a été ordonnancé à hauteur de **234 969 909 021** FCFA et pris en charge par le Trésorier Payeur Général pour un montant de **234 924 000 000** FCFA.

Le total des prises en charge en 2015 se chiffre à **343 245 000 000** FCFA (exercice courant **234 924 000 000** FCFA et exercice antérieur 108 321 000 000 FCFA).
Les paiements effectués sur ces dépenses s'élèvent à **156 801 000 000 FCFA dont :**

- exercice courant : **124 200 000 000** FCFA ;
- exercice antérieur : 29 362 000 000 FCFA ;
- paiement avant et sans ordonnancement : 3 239 000 000 FCFA.

IV.1.1. Subventions en général

Il s'agit ici des subventions accordées par l'État aux institutions et organismes nationaux, sous régionaux et internationaux dans le cadre du budget général de l'État.

Ces subventions sont prises en compte dans les dépenses courantes dans l'article 651-1 au Titre III-Interventions de l'État et transferts courants.

a) Prévisions

Prévues dans la Loi de Finances Initiale pour un montant de 221 433 818 000 FCFA, ces subventions sont reprises dans la LFR pour un montant de 267 884 817 500 FCFA soit une augmentation de 46 450 999 500 FCFA représentant un taux de 21%.

Tableau N°39 : Situation des prévisions des subventions 2015

Sections	Structures étatiques	LFI 2015	LFR 2015	ECART
S1	Présidence	1 212 000 000	1 212 000 000	0
S2	Primature	900 000 000	900 000 000	0
S3	Assemblée Nationale	2 890 000 000	2 890 000 000	0
S4	Haut Conseil Communication	50 000 000	50 000 000	0
S5	Cour Suprême	0	0	0
S6	Conseil Constitutionnel	0	0	0

Sections	Structures étatiques	LFI 2015	LFR 2015	ECART
S7	Ministère du Plan et Coopération internationale	960 000 000	960 000 000	0
S8	Ministère de la Communication	2 400 000 000	2 400 000 000	0
S9	Ministère des Affaires Étrangères et de l'Intégration Africaine	550 000 000	550 000 000	0
S10	Ministère des Finances et du Budget	17 246 845 000	12 646 845 000	-4 600 000 000
S11	Ministère de la Fonction Publique du Travail et de l'Emploi	360 000 000	360 000 000	0
S12	Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme	618 000 000	618 000 000	0
S13	Ministère de l'Administration du Territoire et de la Sécurité Publique	40 160 800 000	30 850 800 000	-9 310 000 000
S14	Ministère Délégué à la Présidence de la République Chargé de la Défense Nationale des Anciens Combattants et Victimes de Guerre	600 000 000	600 000 000	0
S15	Ministère de l'Éducation Nationale	4 904 400 000	4 904 400 000	0
S16	Ministère de la Santé Publique	25 748 000 000	25 548 000 000	-200 000 000
S17	Ministère de la Femme, de l'Action sociale et de la Solidarité Nationale	1 632 000 000	1 632 000 000	0
S18	Ministère de l'Agriculture et de l'Environnement	54 359 400 000	54 359 400 000	0
S19	Ministère de l'Élevage et de l'Hydraulique	2 418 000 000	2 418 000 000	0
S20	Ministère de l'Économie, du Commerce et du Développement Touristique	10 560 000 000	10 560 000 000	0
S22	Ministère des Infrastructures, Transports et de l'Aviation Civile	1 434 000 000	1 434 000 000	0
S23	Ministère de la Culture, Jeunesse et des Sports	1 497 000 000	1 558 000 000	+61 000 000
S25	Ministère des Postes et des Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication	2 100 000 000	2 100 000 000	0

Sections	Structures étatiques	LFI 2015	LFR 2015	ECART
S27	Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique	12 674 265 000	12 674 265 000	0
S28	Ministère Secrétariat Général du Gouvernement	1 000 000 000	1 000 000 000	0
S29	Médiature	120 000 000	120 000 000	0
S30	Haute Cour de Justice	0	0	0
S31	Ministère de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Habitat	720 000 000	720 000 000	0
S33	Ministère du Pétrole, Mines et de l'Énergie	10 200 000 000	14 000 000 000	+3 800 000 000
S35	Ministère de l'Assainissement Public et de la Promotion de la Bonne Gouvernance	0	0	0
S40	Conseil Économique Social et Culturel	0	0	0
S47	Cour des Comptes	0	0	0
S88	Dépenses Communes Interministérielles	24 119 108 000	80 819 107 500	+56 699 999 500
	TOTAL	**221 433 818 000**	**267 884 817 500**	**46 450 999 500**

Source : LFI, LFR 2015

Au titre de l'exercice 2015, les subventions représentent 93% des interventions de l'État et transferts courants soit un taux sensiblement égal à celui de 2014 (93,25%).

b) Ordonnancements

Les subventions ordonnancées au titre de l'exercice 2015 se chiffrent à **215 034 192 425** FCFA soit **80,27 %** du total des subventions remaniées.

La situation des ordonnancements des subventions est résumée dans le tableau ci-après

<u>Tableau n° 40</u> : Situation des ordonnancements des subventions.

Sections	Structures étatiques	LFR 2015	Ordonnancement	Montant non ordonnancé
S1	Présidence	1 212 000 000	1 160 824 740	51 175 260
S2	Primature	900 000 000	517 500 000	382 500 000
S3	Assemblée Nationale	2 890 000 000	2 890 000 000	0
S4	Haut Conseil Communication	50 000 000	50 000 000	0
S5	Cour Suprême	0	0	0
S6	Conseil Constitutionnel	0	0	0
S7	Ministère du Plan et Coopération internationale	960 000 000	723 500 000	236 500 00
S8	Ministère de la Communication	2 400 000 000	900 000 000	1 500 000 000
S9	Ministère des Affaires Étrangères et de l'Intégration Africaine	550 000 000	550 000 000	0
S10	Ministère des Finances et du Budget	12 646 845 000	8 761 165 091	3 885 679 909
S11	Ministère de la Fonction Publique du Travail et de l'Emploi	360 000 000	335 000 000	25 000 000
S12	Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme	618 000 000	618 000 000	0
S13	Ministère de l'Administration du Territoire et de la Sécurité Publique	30 850 800 000	12 078 321 850	18 772 478 150
S14	Ministère Délégué à la Présidence de la République Chargé de la Défense Nationale des Anciens Combattants et Victimes de Guerre	600 000 000	539 570 000	60 430 000
S15	Ministère de l'Éducation Nationale	4 904 400 000	4 904 400 000	0
S16	Ministère de la Santé Publique	25 548 000 000	25 548 000 000	0
S17	Ministère de la Femme, de l'Action sociale et de la Solidarité Nationale	1 632 000 000	1 632 000 000	0
S18	Ministère de l'Agriculture et de l'Environnement	54 359 400 000	50 676 379 590	3 683 020 410

Sections	Structures étatiques	LFR 2015	Ordonnancement	Montant non ordonnancé
S19	Ministère de l'Élevage et de l'Hydraulique	2 418 000 000	2 110 000 000	308 000 000
S20	Ministère de l'Économie, du Commerce et du Développement Touristique	10 560 000 000	9 995 000 000	565 000 000
S22	Ministère des Infrastructures, Transports et de l'Aviation Civile	1 434 000 000	1 206 085 656	227 914 344
S23	Ministère de la Culture, Jeunesse et des Sports	1 558 000 000	1 325 246 500	232 753 500
S25	Ministère des Postes et des Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication	2 100 000 000	2 100 000 000	0
S27	Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique	12 674 265 000	12 611 916 424	62 348 576
S28	Ministère Secrétariat Général du Gouvernement	1 000 000 000	500 000 000	500 000 000
S29	Médiature	120 000 000	120 000 000	0
S30	Haute Cour de Justice	0	0	0
S31	Ministère de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Habitat	720 000 000	635 960 000	84 040 000
S33	Ministère du Pétrole, Mines et de l'Énergie	14 000 000 000	2 550 000 000	11 450 000 000
S35	Ministère de l'Assainissement Public et de la Promotion de la Bonne Gouvernance	0	0	0
S40	Conseil Économique Social et Culturel	0	0	0
S47	Cour des Comptes	0	0	0
S88	Dépenses Communes Interministérielles	80 819 107 500	69 995 322 574	10 923 784 926
	TOTAL	**267 884 817 500**	**215 034 192 425**	**52 850 625 075**

Source : Compte administratif 2015

c) Paiements

Les interventions et transferts de l'État tels que prévus dans la LFI puis ordonnancés ont été éclatés dans le compte administratif en :

- Subventions
- Bourses
- Contributions Internationales
- Indemnisations et autres dépenses publiques

Observations n°12 : **Cette présentation a facilité l'analyse des subventions classées dans le compte 651-1. Par contre le compte de gestion du Trésorier Payeur Général, en regroupant l'ensemble des paiements dans le titre III –TRANSFERT, n'offre pas la possibilité de traiter distinctement la rubrique « subventions » dont les paiements sont inclus dans ceux des interventions arrêtées à 156 801 000 000 FCFA.**

Aussi, la **Chambre des Comptes demande au Trésorier Payeur Général de procéder à l'avenir à l'éclatement de ces différentes rubriques conformément à la nomenclature budgétaire.**

Réponse du MFB

Pour l'avenir, l'éclatement de ces différentes rubriques sera fait conformément à la nomenclature budgétaire.

La Chambre des Comptes prend acte de l'engagement du MFB. Néanmoins, elle maintient ses observations.

IV.1.2. Subventions aux établissements publics administratifs

L'analyse des subventions des Établissements Publics Administratifs (EPA) repose sur les prévisions et l'exécution des budgets alloués à ces derniers.

a) Prévisions budgétaires

Le montant des subventions allouées aux établissements publics administratifs est arrêté à la somme de **3 947 300 600** FCFA par La LFI 2015 confirmé par la LFR 2015.

<u>Tableau N°41</u> : Évolution des prévisions des subventions des établissements publics nationaux en 2014 et 2015

N° de compte	Dénomination des établissements publics administratifs	LFR 2014	LFR 2015	ECART	
				Absolu	Relatif
4320	École Nationale d'Administration et de Magistrature (ENAM)	1 000 000 000	1 000 000 000	0	-
4321	École Nationale des Travaux Publics (ENTP)	748 108 000	900 000 000	151 892 000	20%
4322	École Nationale de Télécommunications (ENT)	291 000 000	412 583 000	121 583 000	42%
4323	Office National Conventionné des Anciens Combattants (ONCACVG)	207 056 000	139 849 200	(67 206 800)	(32%)
4324	Office Tchadien des Anciens Combattants et Victimes de Guerre (OTACVG)	128 114 000	76 868 400	(51 245 600)	(40%)
4326	École Nationale de Formation Judiciaire (ENFJ)	1 000 000 000	618 000 000	(382 000 000)	(38%)
4327	CONACILSS	68 130 000	200 000 000	131 870 000	194%
4328	ANIE (Agence Nationale d'Importation et d'Exportation)	1 000 000 000	600 000 000	(400 000 000)	(40%)
	TOTAL	**4 442 408 000**	**3 947 300 600**	**(495 107 400)**	**(11%)**

<u>Source</u> : LFR 2014 et 2015

Il ressort de ce tableau que les subventions allouées aux établissements publics administratifs en 2015 ont connu une baisse globale de **495 107 400 FCFA** par rapport aux prévisions de 2014.

Cette baisse est due essentiellement à la réduction des subventions accordées à l'ONCACVG, l'OTACVG, l'ENFJ et à l'ANIE.

<u>Observations n°13</u> : La Chambre des Comptes constate que les Établissements Publics administratifs listés dans le compte de gestion sont au nombre de huit alors que les subventions sont également accordées à d'autres établissements publics administratifs tels que les universités et autres instituts d'enseignement.

La Chambre des Comptes réitère sa demande quant aux critères de classement dans la catégorie des EPA et celle des déposants.

Réponse du MFB

En effet, cette liste apparue dans le compte de gestion, est constituée uniquement des EPA qui ont ouvert des comptes de dépôt dans les écritures du TPG.

La réponse du MFB n'est pas convaincante. La Chambre des Comptes trouve inconcevable que les Établissements Publics à caractère Administratif fonctionnant avec des fonds publics ne puissent pas avoir des comptes dans les livres du Trésor Public. Par conséquent, elle maintient ses observations et invite le MFB d'exiger à ces Établissements de régulariser leur situation dans des meilleurs délais.

b) Exécution

L'exécution des budgets des EPA est décrite dans le tableau ci-dessous à travers le compte administratif et celui du trésorier payeur général.

Tableau N°42 : Situation de l'exécution des budgets des établissements publics

N °de compte	ETABLISSEMENTS PUBLICS	LFR 2015	Ordonnancé	Balance consolidée du Trésor		
				Débits	Crédits	Soldes
4320	École Nationale d'Administration et de Magistrature (ENAM)	1 000 000 000	500 000 000	926 750 925	501 915 550	(424 835 375)
4321	École Nationale des Travaux Publics (ENTP)	900 000 000	900 000 000	805 001 053	804 144 770	(856 283)
4322	École Nationale de Télécommunications (ENT)	412 583 000	412 583 000	413 113 997	412 628 000	(485 997)
4323	Office National Conventionné des Anciens Combattants (ONCACVG)	139 849 200	139 849 200	130 244 938	119 015 787	(11 229 151)
4324	Office Tchadien des Anciens Combattants et Victimes de Guerre (OTACVG)	76 868 400	76 868 400	77 692 412	76 981 77	(710 635)
4326	École Nationale de Formation Judiciaire (ENFJ)	618 000 000	618 000 000	635 338 058	630 710 417	(4 627 641)
4327	CONACILSS	200 000 000	150 000 000	362 889 855	362 889 855	0
4328	ANIE (Agence Nationale d'Importation et d'Exportation)	600 000 000	600 000 000	1 131 716 500	1 622 758 000	491 041 500
	TOTAL	**3 947 300 600**	**3 397 300 600**	**4 482 747 738**	**4 531 044 156**	**48 296 418**

Source : CA 2015/ balance consolidée 2015

Il ressort du tableau ci-dessus que la subvention allouée à l'ENAM a été ordonnancée à 50% ; celle allouée à CONACILSS à 75%. Par contre, les subventions accordées aux six (6) autres établissements ont été intégralement ordonnancées.

Il en résulte que le montant global des ordonnancements représente 86% des subventions prévues par la LFR.

La situation des comptes desdits établissements tenus dans les livres du trésor public enregistre des disponibilités à hauteur **4 531 044 156 FCFA, soit un** taux de 133 % des subventions ordonnancées ; ce qui laisse donc penser que les soldes antérieurs des comptes de ces établissements ont été pris en compte.

Quant aux débits qui représentent les retraits de fonds des comptes de ces établissements, ils sont de **4 482 747 738 FCFA** et sont entièrement couverts par ces disponibilités.

En réalité, sur les huit (8) comptes de ces établissements tenus dans les livres du Trésor, les sept (7) affichent des soldes débiteurs ; sauf celui de l'ANIE qui affiche un solde substantiellement créditeur.

IV.2. COMPTES FINANCIERS

Les comptes financiers comprennent :

- les comptes des déposants et les divers dépôts et consignations ;
- les comptes de trésorerie ;
- et les comptes des collectivités locales.

IV.2.1. Comptes des déposants et divers dépôts et consignations

a) Comptes des déposants

Les comptes des déposants sont crédités des dépôts des fonds effectués au Trésor et débités des retraits effectués au cours de l'exercice.

Le tableau ci-dessous présente la situation des comptes des déposants au 31 décembre 2015

Tableau N°43 : Situation des comptes des déposants

N° Comptes	Intitulés	Débits	Crédits	Soldes		Reports débiteurs (-) ou créditeurs (+)	Solde final
				Débiteurs	Créditeurs		
450/0	Fiscalisation des marchés publics	69 984 651	1 489 755 356		1 419 770 705	6 442 087 536	7 861 858 241
450/1	Fonds spéciaux	11 887 090 040	12 428 397 752		541 307 712	7 121 314 217	7 662 621 929
450/10	ONAPE	210 248 100	250 500 000		40 251 900	19 009 270	59 261 170
450/100	École Normale Supérieure d'Abéché (ENSA)	154 987 889	100 000 000	54 987 889		67 727 923	12 740 034
450/11	Université des Sciences et de la Technologie d'Ati (USTA)	107 815 102	100 000 000	7 815 102		13 967 815	6 152 713
450/12	Contrôle et Inspection des Services Vétérinaires	9 900	1 807 549		1 797 649	(1 797 649)	0
450/13	Cour des Comptes	2 849 364 559	3 825 000 000		975 635 441	0	975 635 441
450/14	Fiscalité pétrolière	0	97 500 000		97 500 000	97 500 000	97 500 000
450/15	Agence pour la promotion des initiatives communautaires en	0	1 518 399 000		1 518 399 000	3 594 726 141	5 113 125 641
450/16	Université virtuelle du Tchad	80 113 711	45 962 074	34 151 637		34 151 637	0
450/17	Institut de Moundou	244 581 924	191 723 400	52 858 524		154 019 756	101 161 232
450/18	Institut de Mongo	256 826 318	249 576 962	7 249 356		34 847 163	27 597 807
450/19	École Sup des Sciences Ex et App de Bongor (ESSEAB)	195 627 061	338 300 000		142 672 939	128 059 269	270 732 208

N° Comptes	Intitulés	Débits	Crédits	Soldes		Reports débiteurs (-) ou créditeurs (+)	Solde final
				Débiteurs	Créditeurs		
450/2	INSEED	1 148 325 405	401 000 000	747 325 405		895 383 870	148 058 465
450/20	Haute Cour de Justice (HCJ)	259 394 215	261 601 000		2 206 785	17 804 781	20 011 566
450/21	Musée National Tchadien (MNT)	77 461 185	94 700 000		17 238 815	409 477 000	17 648 292
450/22	École Normale Supérieure de l'Enseignement Technique de Sarh	116 651 465	256 291 500		139 640 035	8 851 084	148 491 119
450/23	Inst Univ des Sciences Agro et des Techno agroalimentaires	110 628 143	132 847 460		22 219 317	280 683	22 500 000
450/24	Comité National d'Appui à la Recherche (CNAR)	298 555 410	181 185 000	117 370 410		176 225 957	58 855 547
450/25	Université Nationale Adam Barka d'Abéché (UNABA)	575 749 124	497 270 000	78 479 124		117 635866	39 156 742
450/26	Centre National de Curricula (CNC)	554 985 613	1 331 795 000		776 809 387	63 927 981	840 737 368
450/27	Université Roi Fayçal	243 012 728	240 785 974	2 226 754		2 226 754	0
450/28	Office National de Radiodiffusion et Télévision du Tchad	4 191 303 352	4 726 784 817		535 481 465	5 386 978 894	5 922 460 359
450/29	FONAP	132 131 738	471 495 864		339 364 126	3 812 872 089	4 152 236 215
450/3	Haut Conseil de la Communication (HCC)	179 266 620	101 983 423	77 283 197		77 283 197	0

N° Comptes	Intitulés	Débits	Crédits	Soldes		Reports débiteurs (-) ou créditeurs (+)	Solde final
				Débiteurs	Créditeurs		
450/30	ONASPORT	153 533 402	172 592 831		19 059 429	8 473 881	27 533 310
450/31	Bureau Tchadien des Droits d'Auteur (BTDRA)	73 310 470	75 000 000		1 689 530	1 327 469	3 016 999
450/32	INJS	175 670 230	179 345 730		3 675 500	(3 675 500)	0
450/34	FNDS	3 119 868 876	2 177 480 797	942 388 079		373 340 643	(569 047 436)
450/35	FONAJ	252 344 117	295 995 495		43 651 378	0	43 651 378
450/36	CAER	0	0	0		0	0
450/37	FNE	200 000 000	239 720 310		39 720 310	659 366 658	699 086 968
450/38	Assemblée Nationale	20 503 195 017	20 512 000 000		8 804 983	1 377 641	10 182 624
450/39	Institut d'Abéché	413 646 237	367 943 711	45 702 526		53 079 779	7 377 253
450/4	Université de N'Ndjamena	2 717 397 088	1 603 307 400	1 114 089 688		114 476 999	(999 612 689)
450/40	Institut Agro de Sarh (IUSAES)	136 738 927	151 000 000		14 261 073	20 905 942	35 167 015
450/41	Conseil Constitutionnel (CC)	175 467 889	107 240 000	68 227 889		492 003 453	423 775 564
450/42	Cour Suprême (CS)	259 757 340	278 740 000		18 982 660	89 312 554	108 295 214
450/43	Cour de Discipline Budgétaire (CDB)	3 623 827	3 623 827	0		0	0
450/44	CESRAP	97 615 811	100 000 000		2 384 189	26 529 763	28 913 952

N° Comptes	Intitulés	Débits	Crédits	Soldes		Reports débiteurs (-) ou créditeurs (+)	Solde final
				Débiteurs	Créditeurs		
450/45	Institut Supérieur des Arts et Métiers de Biltine (ISCAM/B)	187 999 438	152 298 000	35 701 438		37 921 749	2 220 511
450/46	Conseil Économique Social et Culturel (CESC)	378 291 670	491 577 000		113 285 330	2 440 560	115 725 890
450/47	Médiateur National	0	0	0		0	0
450/48	Commission Nationale d'Accueil et Réinsertion des Réfugiés	0	0	0		118 000 000	118 000 000
450/49	Institut Universitaire de Pétrole de Mao (IUP)	85 843 651	100 000 000		14 156 349	1 728 463	15 884 812
450/5	Centre Artisanal	388 048 068	300 000 000	88 048 068		351 225 507	263 177 439
450/50	Office National des Examens et Concours du Supérieur (ONECS)	300 000 000	301 848 600		1 848 600	(1 848 600)	0
450/51	Centre National des Œuvres Universitaires (CNOU)	1 425 442 987	1 823 440 843		397 997 856	667 087 718	1 065 085 574
450/52	Centre de Formation Académique de Football de Milézie	0	0	0		0	0
450/53	Institut du Sahara et du Sahel d'Iriba (ISSI)	136 268 302	90 000 000	46 268 302		59 188 163	12 919 861
450/54	Université de Doba	90 644 710	112 583 309		21 938 599	(21 938 599)	0

N° Comptes	Intitulés	Débits	Crédits	Soldes		Reports débiteurs (-) ou créditeurs (+)	Solde final
				Débiteurs	Créditeurs		
450/55	Institut Polytechnique d'Élevage de Moussoro (IPEM)	111 813 365	100 117 487	11 695 878		11 695 878	0
450/6	Observatoire Foncier au Tchad (OFT)	34 561 596	25 641 321	8 920 275		8 920 275	0
450/7	Économie et Commerce	0	19 834 850		19 834 850	79 235 331	99 070 081
450/8	École Normale Supérieure de l'Enseignement de NDJ	479 883 964	466 778 784	13 105 180		40 507 373	27 402 193
450/9	SODELAC	2 063 470 558	2 016 750 000	46 720 558		207 793 746	161 073 188
TOTAL		**57 908 551 793**	**61 599 522 426**	**3 600 615 279**	**7 291 585 912**	**32 073 038 080**	**35 257 441 790**

Source : Balance Générale du Trésor de 2015

L'examen du tableau révèle que le montant total des recettes des comptes des déposants est de **61 599 522 426** FCFA tandis que les dépenses se chiffrent à **57 908 551 793** FCFA dégageant ainsi, au **titre de l'exercice 2015,** un **solde créditeur de 3 690 970 633 (7 291 585 912-3 600 615 279) FCFA.**

<u>Observations n°14</u> : La Chambre des Comptes fait observer que sur cinquante-six (56) comptes des déposants :

- **Vingt et un (21) affichent des soldes débiteurs ;**
- **Trente (30), des soldes créditeurs ;**
- **Un (1) de solde nul ;**
- **Quatre (4) déposants n'ont enregistré aucune opération au cours de l'exercice 2015.**

En prenant en compte les reports à nouveau de l'exercice précédent (balance d'entrée), la situation se présente au 31 décembre 2015 comme suit :

- **Deux (2) comptes affichent des soldes débiteurs. Il s'agit des comptes 450/4- Université de N'Djamena (999 612 689) FCFA et 450/34-Fonds National de Développement du Sport (569 047 636) FCFA ;**
- **Quarante et un (41) affichent des soldes créditeurs ;**
- **Dix (10) affichent des soldes nuls ;**
- **Trois (3) demeurent sans opérations.**

Pour ce qui est du solde de la fiscalisation des marchés publics, la Chambre des Comptes souhaite avoir des explications sur sa persistance dans la mesure où il est appelé à se solder en fin d'exercice.

<u>Réponse du MFB</u>
Le solde persistant est dû au décalage de l'arrêt de l'exercice.

La Chambre des Comptes prend acte de la réponse du MFB. Cependant, elle maintient ses observations.
66

b) <u>Divers dépôts et consignations</u>

Le principe du fonctionnement de ces comptes logés au Trésor Public est le même que celui des comptes des déposants, à savoir qu'ils doivent être toujours créditeurs.

Tableau N°44 : Situation des comptes des divers dépôts et consignations

N° Comptes	Intitulés	Débits	Crédits	Soldes		Reports débiteurs (-) ou créditeurs (+)	Solde final
				Débiteurs	Créditeurs		
4500	Bénéficiaires Chèques sur le Trésor	29 477 154 264	31 878 612 832		2 401 458 568	1 396 843 464	3 798 302 032
4510	Consignations Judiciaires et Administratives	0	225 400		225 400	16 099 860	16 325 260
4511	Fonds déposés conservateur propriété foncière	0	0	0		0	0
4512	Dépôts greffier de justice	36 073 250	37 443 824		1 370 574	163 923 449	165 294 023
4513	Successions vacantes et déshérences	0	0	0		9 407 500	9 407 500
4514	Fonds consignés divers particuliers	0	0	0		357 284 930	357 284 930
4515	Cautionnement des comptables publics	15 804 390	520 000	15 284 390		98 699 505	83 415 115
4520	FIR	0	132 895 205		132 895 205	2 398 747 259	2 531 642 464
4521	Chambre de Commerce	535 741 370	466 466 675	69 274 695		1 212 135 957	1 142 861 262
4522	CNPS	0	2 421 340 889		2 421 340 889	2 761 005 253	5 182 346 142
4523	CNRT	14 007 682 002	10 663 331 307	3 344 350 695		19 115 562 180	15 771 211 485
4524	FER		9 274 817 470		9 274 817 470	0	9 274 817 470
4527	Taxe Communautaire d'Intégration CEMAC (TCI)	0	1 913 601 688		1 913 601 688	1 177 003 320	3 090 605 008

N° Comptes	Intitulés	Débits	Crédits	Soldes		Reports débiteurs (-) ou créditeurs (+)	Solde final
				Débiteurs	Créditeurs		
4528	Contribution Communautaire d'Intégration	0	0	0		43 990 401	43 990 410
4529	ARCEP	2 256 774 060	2 844 223 122		587 449 062	2 779 573 957	3 367 023 019
4530	Fonds Spécial en faveur de l'Environnement (FSE)	1 603 066 462	1 877 864 196		274 797 734	124 015 562	398 813 296
	TOTAL	**47 932 295 798**	**52 236 525 138**	**3 428 909 780**	**7 733 139 120**	**31 654 292 597**	**45 233 339 416**

Source : Balance générale des comptes du Trésor 2015.

Il est à noter que le montant total des ressources des divers dépôts et consignations s'élève à **52 236 525 138** FCFA tandis que les retraits se chiffrent **47 932 295 798** FCFA. Il se dégage un solde créditeur net de **4 304 229 340** FCFA pour l'exercice 2015.

Observations n°15 : **La Chambre des Comptes fait observer que trois (3) comptes accusent des soldes débiteurs dont le plus remarquable est celui de la CNRT dont le montant est de 3 344 350 695 FCFA.**

En prenant en compte les balances d'entrée, la situation de l'ensemble des comptes des divers dépôts et consignations devient créditrice au 31 décembre 2015.

Il est à noter cependant que le compte 4515 (Cautionnement des comptables publics 4515 n'a enregistré en recettes que 520 000 FCFA au 31 décembre 2015.

La Chambre des Comptes demande au Ministre des Finances des éclaircissements sur la portée du montant du cautionnement enregistré dans les comptes du TPG (Balance Générale des Comptes du Trésor) de l'exercice 2015.

Réponse du MFB

Le cautionnement des comptables publics est retenu à la source par SYGASPE, dans un compte de retenue qui devrait alimenter le compte 4515 par la suite. Donc il y a une mise à jour à faire.

Le cautionnement des comptables publics est retenu pour garantir leur gestion et remboursable enfin d'exercice. Par conséquent, le montant retenu à la source par le SYGASPE doit être comptabilisé dans un compte dédié au Trésor Public.
La Chambre des Comptes maintient ses observations et exige au TPG la tenue correcte du cautionnement des comptables publics.

IV.2.2. Comptes de trésorerie

Les comptes de trésorerie comprennent les opérations bancaires et les opérations de numéraires proprement dites.

L'exécution des opérations de trésorerie s'effectue à travers plusieurs comptes du trésor à la Banque Centrale, dans les banques commerciales et au Centre des Chèques postaux.

Au Trésor Central, les comptes sont débités des encaissements des recettes et crédités des décaissements ou paiements des dépenses.

Les tableaux ci-dessous retracent les opérations de trésorerie comme suit :

Tableau N°45 : Situation des comptes bancaires (en FCFA)

N°CPTE	INTITULE	DEBITS	CREDITS	SOLDES		Reports débiteurs (-) ou créditeurs (+)	Solde final
				Débiteur	Créditeur		
5002	Prêts divers	58 204 417 180	112 521 086 204		54 316 669 024	11 104 043 330	65 420 712 354
5120	Emprunt à Court terme	65 000 000 000	71 786 930 557		6 786 930 557	18 367 102 084	25 154 032 641
5322	Rejets techniques virements non effectués	62 575 089	62 575 089	0		0	0
5500	Chèques bancaires à l'encaissement	116 536 499 067	116 940 108 972		403 609 905	(1 644 856 983)	(1 241 247 078)
5510	Chèques bancaires impayés	10 855 885	8 178 527	2 677 358		(5028)	(2 682 386)
5600	Compte courant du Trésorier Payeur à la BEAC	1 210 067 415 115	1 220 150 288 037		10 082 872 922	(10 184 706 218)	(101 833 296)
56004	Revenus pétroliers : compte de la région productrice	-578 355 086	0		578 355 086	(1 988 603 627)	(1 410 248 541)
56005	Revenus pétroliers : compte de stabilisation intérêts échus					(1 000 000)	(1 000 000)
56006	Revenus pétroliers : compte de la région productrice, intérêts					(7 409 459)	(7 409 459)
56008	Programme d'appui réforme en matière de gouvernance					(606 382)	(606 382)
5601	Quatrième crédit d'Ajustement Structurel CAS IV					(1 000)	(1 000)

N°CPTE	INTITULE	DEBITS	CREDITS	SOLDES		Reports débiteurs (-) ou créditeurs (+)	Solde final
				Débiteur	Créditeur		
56011	Compte Spécial Dépenses Secteurs Prioritaires	68 308 449 136	82 993 029 455		14 684 580 319	(16 164 691 547)	(1 480 111 228)
56014	Compte de Répartition : Revenus Pétroliers directs	86 072 898 270	86 072 898 270	0		0	0
56015	Compte de Répartition : Revenus Pétroliers indirects	38 494 155 969	38 494 155 969	0		0	0
56016	Compte gestion MINUSMA	4 463 082 462	4 463 082 462	0		0	0
5602	Découvert à la BEAC sous plafond	0	92 165 000 000		92 165 000 000	187 805 668 547	279 970 668 547
5605	Compte Séquestre ECOBANK	7 955 609 593	15 322 805 482		7 367 195 889	(7 367 195 889)	0
5605/1	Crédits consolidés à l'économie					34 658 367 218	34 658 367 218
5608	Compte Initiative des Pays Pauvres Très Endettés à la BEAC	0	3 000 000 000		3 000 000 000	(3 563 669 782)	(563 669 782)
5609	Dépôts Spéciaux du Tchad à la BEAC	-18 000 000	0		18 000 000	(1 346 636 436)	(1 328 636 436)
5610	Compte Courant de la dette extérieure à la BEAC	33 610 032 682	45 111 466 647		11 501 433 965	(12 009 319 207)	(507 885 242)
5610/1	Dépôts Spéciaux du Tchad à la BEAC Services Centraux					(26 873 347)	(26 873 347)

N°CPTE	INTITULE	DEBITS	CREDITS	SOLDES		Reports débiteurs (-) ou créditeurs (+)	Solde final
				Débiteur	Créditeur		
5611	Compte bancaire des ACPDC à l'étranger	784 634 308	452 169 456	332 464 852		0	(332 464 852)
5612	Séquestre Prêt Acheteur Préférentiel					(2 699 154 103)	(2 699 154 103)
5602/1	Avances Exceptionnelles		134 549 000 000			0	134 549 000 000
5613	Compte Séquestre Emprunt Obligataire	-198 000	0		198 000	(47 299 278)	(47 101 278)
5613/1	Compte Salaires	19 307 719 694	19 097 719 694	210 000 000		210 000 000	0
5613/2	Compte Taxes Dédiées	244 104 418	230 000 000	14 104 418		0	(14 104 418)
5615	Compte Spécial Sécurité Extérieur	9 226 199 777	9 584 512 076		358 312 299	(2 187 000 000)	(1 828 687 701)
5617	Compte courant du Trésorier Payeur Général à la BCC					(1 000)	(1 000)
5620	Compte Chèque Postal du Trésorier Payeur Général					(166 686 582)	(166 686 582)
	TOTAL	**1 717 752 095 559**	**2 053 005 006 897**	**559 246 628**	**335 812 157 966**	**192 739 465 311**	**527 992 376 649**

Source : Balance consolidée 2015

Il ressort du tableau des opérations bancaires que le montant total des ressources détenues dans les banques est de **2 053 005 006 897 FCFA,** tandis que **les** sorties des fonds se chiffrent à **1 717 752 095 559 FCFA ; ceci laisse apparaître un solde net bancaire de 335 252 911 338 FCFA au 31 décembre 2015.**

En prenant en compte les reports à nouveau de l'exercice antérieur, la situation des comptes bancaires à la fin de l'exercice 2015 est créditrice de 527 992 376 649 FCFA.

Tableau n°46 : Situation des comptes en numéraires (en FCFA)

N° CPTE	INTITULE	DEBITS	CREDITS	SOLDES		Reports débiteurs (+) ou créditeurs (-)	Solde final
				Débiteur	Créditeur		
5700	Numéraire du Trésorier Payeur Général	302 114 928 080	302 054 599 447	60 328 633		16 181 019 716	16 241 348 349
5701	Numéraire des ACDPC	855 873 812	1 040 401 747		184 527 935	2 715 560 250	2 531 032 315
5702	Disponibilités des Trésoreries régionales	73 556 635 626	76 111 057 390		2 554 421 764	35 926 658 936	33 372 237 172
5703	Disponibilités des Trésoreries départementales	23 127 332 426	21 156 930 016	1 970 402 410		2 070 697 245	4 041 099 655
5704	Disponibilités des Receveurs-percepteurs	2 894 973 229	2 793 938 414	101 034 815		1 423 136 736	1 524 171 551
5705	Envoi de fonds	36 302 925 135	37 902 472 436		1 599 547 301	2 108 099 957	508 552 656
5706	Disponibilités de la Direction des Grandes Entreprises	284 845 666 210	284 421 217 132	424 449 078		3 907 222	428 356 300
5707	Disponibilités en monnaie étrangère	17 798 500 000	20 366 938 480		2 568 438 480	2 607 381 033	38 942 553
	TOTAL	**741 496 834 518**	**745 847 555 062**	**2 556 214 936**	**6 906 935 480**	**63 036 461 095**	**58 685 740 551**

Source : Balance Générale du Trésor 2015

Il ressort du tableau ci-dessus que les comptes en numéraire affichent un solde débiteur de **2 556 214 936 FCFA** et un solde créditeur de **6 906 935 480 FCFA**.

En prenant en compte les reports à nouveau de l'exercice antérieur, la situation des comptes en numéraire à la fin de l'exercice 2015 devient débitrice de 58 685 740 551 FCFA**.**

<u>Observations n°16</u> : La Chambre des Comptes aimerait comprendre pourquoi les comptes « 5705-Envoi de fonds » et « 5706- Disponibilités de la Direction des Grandes Entreprises » qui sont supposés être soldés en fin d'exercice se retrouvent avec des soldes débiteurs.

<u>Réponse du MFB</u>

Pour le premier compte « mouvement de fonds, les envois de fonds doivent être suivis des réceptions le plus rapidement possible mais s'il y a eu de décalage de temps, au moment de l'arrêté de l'exercice ; c'est la cause des soldes débiteurs.

Quant au second, le retard de dépôt de comptabilité au moment de l'arrêté de l'exercice en est la cause.

La Chambre des Comptes trouve que la période complémentaire est largement suffisante pour régulariser de telles situations. Par conséquent, elle maintient ses observations et demande au TPG de régulariser la situation dans les meilleurs délais et veiller au respect de la réglementation en vigueur.

IV.3. COMPTES DES COMMUNES

En 2015, les comptes des collectivités locales de N'Ndjamena et ceux des provinces tenus dans les livres du Trésor se présentent comme suit :

<u>Tableau n°47 :</u> Situation des comptes des communes de N'Djamena et des provinces en FCFA

N° Comptes	INTITULE	DEBITS	CREDITS	SOLDE		Reports débiteurs (-) ou créditeurs (+)	Solde final
				Débiteur	Créditeur		
4310	Communes des provinces	6 821 884 157	6 975 473 536		153 589 379	827 834 842	981 424 221
4312	Communes de N'Ndjamena	1 708 165 868	3 373 841 915		1 665 676 047	(184 603 134)	1 481 072 913
	TOTAL	**8 530 050 025**	**10 349 315 451**		**1 819 265 426**	**643 231 708**	**2 462 497 134**

<u>Source</u> : Balance Générale du TPG

Au titre de l'exercice 2015, les opérations enregistrées au niveau des communes des provinces et de celles de N'Djamena affichent des recettes de **10 349 315 451 FCFA** et des dépenses de **8 530 050 025 FCFA** d'où un solde créditeur global au 31 Décembre 2015 de **1 819 265 426 FCFA**.

En prenant en compte les reports à nouveau de l'exercice antérieur, la situation des comptes des communes à la fin de l'exercice 2015 est créditrice de **2 462 497 134** FCFA **à fin décembre 2015.**

IV. GESTION DES AUTORISATIONS BUDGETAIRES

Au cours de l'exercice 2015 le Gouvernement a pris quatre (4) décrets portant virements/transferts de crédit et qui sont les suivants :

- ð N¨726/PR/PM/MFB/2015 du 18/03/2015
- ð N¨2239/PR/PM/MFB/2015 du 03/11/2015
- ð N¨2344/PR/PM/MFB/2015 du 18/11/2015
- ð N¨2356/PR/PM/MFB/2015 du 27/11/2015

Les départements concernés sont :

- La Primature ;
- Le Ministère des Finances et du Budget ;
- Le Ministère de l'Administration du territoire et de la Sécurité Publique ;
- Le Ministère de la Santé Publique ;
- Le Ministère de l'Élevage et.de l'Hydraulique ;
- Le Ministère des Infrastructures et des Équipements
- Les dépenses communes interministérielles

Les dispositions encadrant ces pratiques sont contenues dans les articles 29 et suivants de la Loi Organique n°004/PR/2014 du 18 février 2014 relative aux Lois de Finances (LOLF).

En effet, aux termes des dispositions de :

L'Article 29 : Des virements de crédits peuvent par décret, modifier la répartition des crédits entre programmes au sein d'un même ministère sur proposition de l'ordonnateur ».

Le montant cumulé, au cours d'une même année, des crédits ayant fait l'objet de virements ne peut excéder 2% des crédits ouverts par la loi de finances de l'année pour chacun des programmes concernés.

L'Article 30 : Des transferts peuvent, par décret, modifier la répartition des crédits entre logiciels de ministères distincts, dans la mesure où l'emploi des crédits ainsi transférés, pour un objet déterminé, correspond à des actions du programme d'origine

Aucun virement ni transfert ne peut être effectué au profit du titre des dépenses de personnel à partir d'un autre titre.

Les virements et transferts sont effectués par décret pris sur le rapport du ministre chargé des finances, après avis du ou des ministres concernés. Ils sont immédiatement communiqués, pour information à l'Assemblée Nationale.

Aucun mouvement de crédits ne peut à peine de nullité, être effectué sans que le Ministre en charge des finances en soit préalablement informé.

L'Article 31 : les virements ou transferts de crédits au profit des dépenses d'investissements ne doivent conduire à la majoration des autorisations d'engagement accordées par l'Assemblée Nationale.

L'Article 32 : En cas d'urgence, des crédits supplémentaires peuvent être ouverts par décret d'avance pris en conseil des Ministres, sans modifier l'équilibre budgétaire arrêtée par la dernière loi de finances. A cette fin, les décrets d'avance procèdent à l'annulation de crédits ou constatent des recettes supplémentaires.

Ces crédits sont pris dans le cadre d'un plafond cumulé de crédits ouverts qui ne peut excéder 1% des crédits ouverts par la loi de finances

L'Assemblée Nationale doit ratifier les modifications ainsi apportées aux crédits, dans le plus prochain projet de loi de finances afférent à l'année concernée.

L'Article 33 : « En cas d'urgence et de nécessité impérieuse d'intérêt national, des crédits supplémentaires ayant pour effet de dégrader l'équilibre budgétaire définie par la loi de finances peuvent être ouverts par décrets d'avance pris en Conseil des Ministres ou texte de niveau équivalent ».

Un projet de loi de finances portant ratification de ces crédits est immédiatement déposé à l'Assemblée Nationale

L'Article 34 : Un crédit doit être annulé lorsqu'il devenu sans objet. Le montant cumulé des crédits annulés à ce titre ne peut dépasser 1,5% des crédits ouverts par la loi de finance afférente à l'année en cours. L'annulation est décidée par arrêté interministériel signé par le Ministre chargé des finances et le Ministre concerné. Cet arrêté est IMMEDIATEMENT COMMUNIQUE, pour information, à l'Assemblée Nationale.

En outre, un crédit peut être annulé en application des dispositions de l'article 67 de la LOLF » aux termes duquel « le Ministre chargé des finances peut, en cours d'exercice, si la situation ou les perspectives de trésorerie l'exigent, ANNULER CERTAINS CREDITS PAR ARRETE DONT COPIE EST IMMEDIATEMENT ADRESSEE A L'ASSEMBLEE NATIONALE.

CONCLUSION

Suite au rapprochement des documents communiqués par le Ministère de Finances et du Budget et après toutes investigations menées dans le cadre de l'examen des documents budgétaires 2015 et des réponses apportées à ses investigations, la Chambre des Comptes de la Cour Suprême fait observer que le compte de gestion du Trésorier Payeur Général et le compte administratif de l'Ordonnateur principal du budget de l'État comportent des incohérences dans les chiffres. Par ailleurs, les réponses aux observations de la Chambre ne sont pas pertinentes.

En conséquence, la Chambre des Comptes joint au présent rapport définitif la Déclaration Générale de Conformité entre les données du compte administratif de l'Ordonnateur et le compte de gestion du Trésorier Payeur Général relative à l'exécution du budget de l'État, pour la gestion 2015.

N'Djamena, le 29 novembre 2019

La Présidente de la Chambre des Comptes | **Le Rapporteur**





Madame ZARA BRAHIM MAHAMAT ITNO | **ALI MAHAMAT ABDOUL**

DECLARATION GENERALE DE CONFORMITE

DU COMPTE ADMINISTRATIF DE L'ORDONNATEUR PRINCIPAL DU BUDGET GENERAL DE L'ETAT
ET
DU COMPTE DE GESTION DU TRESORIER PAYEUR GENERAL POUR L'EXERCICE 2015

Le projet de loi de règlement gestion 2015 a été transmis au greffe de la Cour des Comptes le 23 novembre 2017. Par lettre n°168/PCrC/CABF/2017 en date du 06 décembre 2017, la Cour des Comptes a adressé au Ministre des Finances et du Budget une demande de complément des documents. Ce dernier y a donné suite le 05 mars 2018 en faisant parvenir au greffe de la Cour, les documents complémentaires demandés.

Chambre des Comptes de la Cour Suprême intervenant en lieu et place de la Cour des Comptes suite aux réformes institutionnelles a examiné le rapport sur l'exécution de lois de finances de l'exercice 2015 transmis par le MFB.

I- LES VISAS DES TEXTES

La déclaration générale de conformité qui en résulte est établie conformément aux dispositions légales et règlementaires ci-après :

- **L'article 136 de la constitution du 04 Mai 2018 ;**
- **Les articles 61 et 84 de la Loi Organique N°004/PR/2014 du 18 Février 2014 relative aux lois de finances ;**
- **Les articles 3, 27, 56 et 58 de l'Ordonnance N° 015/PR/2018 du 31 Mai 2018, portant attributions, organisation, fonctionnement et règles de procédures devant la Cour Suprême ;**
- **Les articles 79, 92, 93 et 94 du Décret n°817/PR/PM/MFB/2015 du 1er avril 2015 portant règlement général sur la comptabilité publique.**

En application des textes précités, le greffe de la Cour des Comptes a enregistré **le 23 novembre 2017 avec un retard d'un an et cinq mois**, au titre de l'exercice 2015 les documents ci-après :

- La loi de finances initiale ;
- La loi de finances rectificative ;
- Le projet de loi de règlement ;
- Le compte administratif ;
- Le compte de gestion ;
- Le décret de nomination du Trésorier Payeur Général ;
- Le certificat de prise de service ;
- Les décrets de virements et de transferts ;
- La balance générale des comptes arrêtée au 31 Décembre 2015 ;
- Les comptes de gestion de valeurs inactives ;
- La situation des recouvrements ;
- Le procès-verbal de vérifications des caisses.

II- EXAMEN DES DOCUMENTS

Il ressort de l'analyse des documents ci-dessus et des réponses apportées par le MFB les constats suivants :

- La discordance des montants des recettes et des dépenses entre la LFR et le compte de gestion d'une part, et entre le compte administratif et le compte de gestion d'autre part ;
- Les erreurs matérielles dues aux reprises manuelles ;
- L'omission de la ligne de fonds de contrepartie dans le compte de gestion ;
- Le non-respect du principe de l'intangibilité du bilan d'ouverture et de clôture (mauvaises reprises des soldes) ;
- La non concordance des données sur le projet de Loi de Règlement et le Compte administratif en matière de recettes ;
- L'Écart sur les recettes entre le compte administratif et le compte de gestion lors de la rédaction de la déclaration générale de conformité ; etc.

Toutes ces incohérences sur les chiffres du compte de gestion et du compte administratif ont été confirmées par le Ministère des Finances et du Budget qui s'est engagé à apporter les corrections nécessaires pour concilier les chiffres du compte de gestion et celui du compte administratif.

III- DONNEES RELATIVES AUX RECETTES ET AUX DEPENSES

Après examen des documents, les données se présentent comme suit :

A. LES RECETTES

Contre les prévisions de 1 093 881 441 000 FCFA, le Compte administratif présente un montant de **770 492 millions de FCFA** et le compte de gestion un montant total de recouvrement de **772 384 millions de FCFA d'où** une différence de **1, 892** millions de FCFA comme retracé dans le tableau ci-dessous.

Tableau n° 1 : Rapprochement des recettes 2015

LIBELLES	COMPTE ADMINISTRATIF	COMPTE DE GESTION	ECARTS
I. RECETTES FISCALES	411 922	**413 447**	**1 525**
II.RECETTES NON FISCALES	111 770	**112 137**	**367**
III.RECETTES EN CAPITAL			
IV. AIDES DONS ET SUBVENTIONS			
V.EMPRUNTS	**246 800**	**246 800**	
TOTAL	**770 492**	**772 384**	**1 892**

Les incohérences sont observées au niveau des titres I et II relatifs respectivement aux recettes fiscales et les recettes non fiscales.

B. LES DEPENSES

Le compte administratif a arrêté les ordonnancements de l'exercice à 1 063 Milliards 732 Millions de FCFA. Le compte de gestion, par contre, a arrêté les prises en charge de l'exercice à la somme de 1 251Milliards 527 Millions de FCFA comme présenté dans le tableau ci-dessous.

RAPPROCHEMENT DES DEPENSES 2015

LIBELLES	COMPTE ADMINISTRATIF	COMPTE DE GESTION	ECARTS
I. Charges de la dette publique rétrocédées et non rétrocédées	23 191	23 189	2
II. Dotation des pouvoirs publics	415 621	415 635	-14
III. Interventions de l'État et transferts courants	234 970	234 924	46
IV. Dotations aux amortissements de la dette publique rétrocédée et non rétrocédée	178 487	178 487	-
V. Équipements, Investissements et Transferts en capital	211 463	399 292	- 187 829
TOTAL	**1 063 732**	**1 251 527**	- 187 795

A l'analyse des éléments du tableau ci-dessus, on remarque que le Titre IV, relatif aux dotations aux amortissements de la dette publique rétrocédée et non rétrocédée, présente des chiffres identiques au niveau des deux comptes administratifs et de gestion.

Par contre, au niveau des autres titres, des écarts suivants sont constatés :

- 2 Millions, au niveau du titre I « Charge de la dette publique rétrocédée et non rétrocédée ;
- 14 Millions, au niveau du titre II « Dotation des pouvoirs publics » ;
- 46 Millions, au niveau du titre III « Interventions de l'État et transferts courants ».

Au final, il se dégage un écart positif de 187 795 Millions de FCFA qui s'explique par le fait que les financements extérieurs, bien que gérés en dehors du Ministère en charge des Finances et du Budget, ont été enregistrés dans le compte gestion.

La régularisation de cette situation, soit par l'ajout du montant des financements extérieurs dans le compte administratif, soit par le retrait de ce montant du compte de gestion permettra d'équilibrer les deux comptes.

IV- CONSTAT DE CONFORMITE

Sur la base des travaux effectués par le Comité de préparation de la Déclaration Générale de Conformité sur le projet de loi de règlement de l'exercice 2015 présidé par le Conseiller ALI MAHAMAT Abdoul rapporteur.

Après avoir délibéré conformément à la loi ;

Statuant en Chambre de Conseil et prenant acte des engagements pris par le Ministre des Finances et du Budget, **la Chambre des Comptes n'est pas à mesure de déclarer la conformité entre le compte administratif de l'Ordonnateur Principal du Budget Général de l'État et le compte de gestion du Trésorier Payeur Général, comptable principal du Budget au titre de l'exercice 2015.**

Ainsi délibéré et décidé les jour, mois et an que dessous.

Étaient présents et ont signé :

ZARA BRAHIM MAHAMAT ITNO	Président de Chambre
NEPIDE DOSSOUM POPEE	Présidente de section - Coordinatrice
ALI MAHAMAT ABDOUL	Conseiller Chef d'équipe et Rapporteur
HAMIT ATIM	Conseiller
NDOUBAHIDI SAMADINGAR François	Conseiller
HASSAN HAMIT DABOU	Conseiller
NDINTAMNAN PANINGAR	Conseiller
BRAHIM ABDERAHIM KHALIL	Conseiller Référendaire
OUSMAN YACOUB GADAM	Conseiller Référendaire

Étaient également présents et ont participé aux débats sans prendre part aux délibérations :

RATOU ANDO, 3ème Avocat Général représentant le Ministère Public

Maitre **MERSIA HLOKODI JUSTIN**, greffier de la Chambre des Comptes.

Fait à N'Djamena, le 29 Novembre 2019